



DEPARTEMENT DU VAR
COMMUNE DE PONTEVES

**REVISION
DU
PLAN LOCAL
D'URBANISME**

**4.1.2. ANNEXE
AU REGLEMENT**



Révision du Plan Local d'Urbanisme prescrite par délibération du Conseil Municipal du 9 septembre 2015

Plan Local d'Urbanisme arrêté par délibération du Conseil Municipal du.....1^{er} juillet 2019

Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal du.....29 janvier 2020

Table des matières :

Annexe 1.	Lexique.....	3
Annexe 2.	Palette chromatique de Pontevès.....	15
<i>(source : étude chromatique intercommunale – Communauté de communes Provence Verdon)</i>		15
Annexe 3.	Annexe au règlement de la zone agricole.....	22
Annexe 4.	Carte du défrichement	23
Annexe 5.	Arrêté préfectoral - débroussaillement.....	24
Annexe 6.	Arrêté préfectoral - EBC	33
Annexe 7.	Arrêté préfectoral - haie anti dérive	35
Annexe 8.	Arrêté préfectoral – RDDECI	38
Annexe 9.	Liste des espèces végétales exotiques envahissantes (EVÉE).....	40
Annexe 10.	Liste des espèces végétales exotiques potentiellement envahissantes (EVEpotE)....	46
Annexe 11.	Règles de construction parasismique.....	54
Annexe 12.	Doctrine MISEN	56

Annexe 1. Lexique

a. Lexique national de l'urbanisme



Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 :
La modernisation du contenu
des plans locaux d'urbanisme

Fiche technique

Fiche technique 13 : lexique national d'urbanisme

Le décret du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre I^e du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme a prévu la publication d'un lexique national de l'urbanisme visant notamment à poser les définitions des principaux termes utilisés dans le livre I^e du code de l'urbanisme.

Les auteurs des PLU(i) conservent la faculté d'étoffer ce lexique par des définitions supplémentaires et de préciser les définitions nationales sans en changer le sens, notamment pour les adapter au contexte local.

Les définitions déclinées par ce lexique pourront à terme faire l'objet d'un arrêté, dans cette attente il est recommandé aux auteurs des PLU(i) de les utiliser lors de l'élaboration ou la révision de leur PLU.

Le lexique national s'applique plus particulièrement aux plans locaux d'urbanisme (PLU), aux PLU intercommunaux, aux plans de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV), aux cartes communales et au règlement national d'urbanisme. Leur prise en compte par les SCOT en permettra également une meilleure traduction dans les PLU.

Cette fiche technique présente les définitions correspondant à ce lexique puis en précise les modalités d'utilisation.

1. Les définitions retenues

1.1. Annexe

Une annexe est une construction secondaire, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, qui apporte un complément aux fonctionnalités de la construction principale. Elle doit être implantée selon un éloignement restreint entre les deux constructions afin de marquer un lien d'usage. Elle peut être accolée ou non à la construction principale avec qui elle entretient un lien fonctionnel, sans disposer d'accès direct depuis la construction principale.

1.2. Bâtiment

Un bâtiment est une construction couverte et close.

1.3. Construction

Une construction est un ouvrage fixe et pérenne, comportant ou non des fondations et générant un espace utilisable par l'Homme en sous-sol ou en surface.

1.4. Construction existante

1

Décret relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et portant modernisation du contenu des plans locaux d'urbanisme: lexique national de l'urbanisme

Une construction est considérée comme existante si elle est reconnue comme légalement construite et si la majorité des fondations ou des éléments hors fondations déterminant la résistance et la rigidité de l'ouvrage remplissent leurs fonctions. Une ruine ne peut pas être considérée comme une construction existante.

1.5. Emprise au sol

L'emprise au sol correspond à la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus. Toutefois, les ornements tels que les éléments de modénature et les marquises sont exclus, ainsi que les débords de toiture lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements.

1.6. Extension

L'extension consiste en un agrandissement de la construction existante présentant des dimensions inférieures à celle-ci. L'extension peut être horizontale ou verticale (par surélévation, excavation ou agrandissement), et doit présenter un lien physique et fonctionnel avec la construction existante.

1.7. Façade

Les façades d'un bâtiment ou d'une construction correspondent à l'ensemble de ses parois extérieures hors toiture. Elles intègrent tous les éléments structurels, tels que les baies, les bardages, les ouvertures, l'isolation extérieure et les éléments de modénature.

1.8. Gabarit

Le gabarit désigne l'ensemble des plans verticaux, horizontaux ou obliques constituant la forme extérieure de la construction. Il résulte de la combinaison des règles de hauteur, de prospects et d'emprise au sol.

1.9. Hauteur

La hauteur totale d'une construction, d'une façade, ou d'une installation correspond à la différence de niveau entre son point le plus haut et son point le plus bas situé à sa verticale. Elle s'apprécie par rapport au niveau du terrain existant avant travaux, à la date de dépôt de la demande. Le point le plus haut à prendre comme référence correspond au faîte de la construction, ou au sommet de l'acrotère, dans le cas de toitures-terrasses ou de terrasses en attique. Les installations techniques sont exclues du calcul de la hauteur.

1.10. Limites séparatives

Les limites séparatives correspondent aux limites entre le terrain d'assiette de la construction, constitué d'une ou plusieurs unités foncières, et le ou les terrains contigus. Elles peuvent être distinguées en deux types: les limites latérales et les limites de fond de terrain. En sont exclues les limites de l'unité foncière par rapport aux voies et emprises publiques.

1.11. Local accessoire

Le local accessoire fait soit partie intégrante d'une construction principale, soit il en constitue une annexe, soit une extension. Il est indissociable du fonctionnement de la construction principale.

1.12. Voies ou emprises publiques

La voie publique s'entend comme l'espace ouvert à la circulation publique, qui comprend la partie de la chaussée ouverte à la circulation des véhicules motorisés, les itinéraires cyclables, l'emprise réservée au passage des piétons, et les fossés et talus la bordant.

L'emprise publique correspond aux espaces extérieurs ouverts au public qui ne répondent pas à la notion de voie ni d'équipement public.

2. Les précisions utiles pour l'emploi des définitions

Les éléments ci-après permettent de préciser la finalité des définitions du lexique pour en faciliter l'application.

2.1. Annexe

La présente définition permet de distinguer les extensions, des annexes à une construction principale, notamment dans les zones agricoles, naturelles ou forestières.

Afin de concilier la possibilité de construire des annexes, avec les objectifs d'une utilisation économe des espaces naturels, et de préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières d'une part (article L.101-2 du code de l'urbanisme), et de maintien du caractère naturel, agricole ou forestier des zones A et N d'autre part, un principe « d'éloignement restreint » entre la construction principale et l'annexe est inscrit dans cette définition. Les auteurs de PLU, pourront déterminer la zone d'implantation de ces annexes au regard de la configuration locale.

Il est précisé que l'annexe est nécessairement située sur la même unité foncière que la construction principale à laquelle elle est liée fonctionnellement et peut être accolée ou non.

Il conviendra d'apporter une attention particulière à ce qui peut être qualifié d'annexe ou d'extension et aux règles qui s'y attachent, dans le cadre de l'instruction relative à l'application du droit des sols.

2.2. Bâtiment

Un bâtiment constitue un sous-ensemble de la notion de construction. Il est réalisé en élévation et peut comprendre un sous-sol. Il est impérativement couvert par une toiture et doté de systèmes de fermeture en permettant une clôture totale.

Ne peuvent donc être considérées comme relevant de la définition du bâtiment les constructions qui ne sont pas closes en raison :

- soit de l'absence totale ou partielle de façades closes;
- soit de l'absence de toiture;
- soit de l'absence d'une porte de nature à empêcher le passage ou la circulation (de type galerie), et n'ayant pas pour seul but de faire artificiellement considérer une pièce comme non close.

2.3. Construction

Le lexique vise à clarifier la définition de la construction au regard des autres types d'édifices (installation, ouvrage, bâtiment). La notion de construction recouvre notamment les constructions en surplomb (constructions sur pilotis, cabanes dans les arbres), et les constructions non comprises dans la définition du bâtiment, telles que les pergolas, hangars, abris de stationnement, piscines, les sous-sols non compris dans un bâtiment

Le caractère pérenne de la construction est notamment issu de la jurisprudence civile (JCP 1947. II. 3444, concl. Dupin ; V. P. le TOURNEAU, Droit de la responsabilité et des contrats, 2008/2009, Dalloz Action, n° 8028) et pénale (Crim. 14 oct. 1980: Bull. crim. n° 257; RDI 1981. 141, note Roujou de Boubée).

3

Décret relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et portant modernisation du contenu des plans locaux d'urbanisme: lexique national de l'urbanisme

La notion d'espace utilisable par l'Homme vise à différencier les constructions, des installations dans lesquelles l'Homme ne peut rentrer, vivre ou exercer une activité. Les constructions utilisées pour les exploitations agricoles, dans lesquelles l'Homme peut intervenir, entrent dans le champ de la définition. A contrario, les installations techniques de petites dimensions (chaufferie, éoliennes, poste de transformation, canalisations ...), et les murs et clôtures n'ont pas vocation à créer un espace utilisable par l'Homme.

La définition du lexique ne remet pas en cause le régime d'installation des constructions précaires et démontables, et notamment ceux relatifs aux habitations légères de loisirs, et aux résidences mobiles de loisirs.

2.4. Construction existante

Cette définition comporte un critère physique permettant de la différencier d'une ruine (conformément à la jurisprudence). Elle retient en outre la condition d'existence administrative : seule une construction autorisée est considérée existante.

Ainsi une construction, édifiée soit avant la loi du 15 juin 1943 relative au permis de construire, soit conformément à l'autorisation requise et obtenue à cet effet, est considérée comme légalement construite (CE, 15 mars 2006, Ministre de l'équipement, req. N°266.238).

2.5. Emprise au sol

Cette définition reprend les termes de l'article R*420-1 du code de l'urbanisme qui s'appliquait uniquement au livre IV dudit code. On notera que les installations techniques qui font partie intégrante des constructions et participent de leur volume général, tels que les ascenseurs extérieurs, sont donc à comptabiliser dans leur emprise.

2.6. Extension

L'élément essentiel caractérisant l'extension est sa contiguïté avec la construction principale existante. Sont considérées comme contigües les constructions accolées l'une avec l'autre. L'extension doit également constituer un ensemble architectural avec la construction principale existante. Le lien physique et fonctionnel doit être assuré soit par une porte de communication entre la construction existante et son extension, soit par un lien physique (par exemple dans le cas d'une piscine ou d'une terrasse prolongeant le bâtiment principal)

La présente définition permettra notamment aux auteurs de PLU(i) d'édicter des règles distinctes entre les constructions principales, les extensions et les annexes.

Il conviendra d'apporter une attention particulière à ce qui peut être qualifié d'annexe ou d'extension et aux règles qui s'y attachent, dans le cadre de l'instruction relative à l'application du droit des sols.

2.7. Façade

Cette définition vise à intégrer les dimensions fonctionnelles, et esthétique d'une façade, le règlement du PLU(i) permettant d'encadrer les dispositions relatives à l'aspect extérieur des constructions, ainsi qu'aux ouvertures pratiquées en façade et aux ouvrages en saillie (balcons, oriels, garde-corps, cheminées, canalisations extérieures ...).

Les éléments de modénatrices tels que les acrotères, les bandeaux, les corniches, les moulures décoratives ou fonctionnelles, les bordures, les chambranles ou marquises sont constitutifs de la façade.

L'application de cette définition ne remet pas en cause les dispositions des articles L111-16 et L111-17 du code de l'urbanisme qui permettent aux PLU de s'opposer à l'utilisation de l'isolation extérieure (réalisée par des matériaux renouvelables ou par des matériaux ou procédés de

Décret relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et portant modernisation du contenu des plans locaux d'urbanisme: lexique national de l'urbanisme

construction) dans les sites patrimoniaux remarquables, en sites inscrits ou classés, à l'intérieur du cœur d'un parc national, sur les monuments historiques et dans leurs abords, et dans les périmètres dans lesquels les dispositions de l'article L. 111-16 s'appliquent.

2.8. Gabarit

La notion de gabarits entend comme la totalité de l'enveloppe d'un bâtiment, comprenant sa hauteur et son emprise au sol.

Le gabarit permet d'exprimer la densité en termes volumétriques, en définissant des formes bâties conformes aux limites de dimensions que doivent respecter les édifices dans une zone donnée. Il peut ainsi être utilisé pour octroyer des bonus de constructibilité.

2.9. Hauteur

La présente définition vise à simplifier l'application des règles relatives à la hauteur des constructions en précisant et uniformisant les points de référence servant à la mesurer. Elle permet également de sécuriser la mise en œuvre des dérogations aux règles de hauteur des PLU(i) qui sont autorisées, sous certaines conditions, par l'article L152-6 du code de l'urbanisme pour construire davantage de logements en zone tendue.

Il doit être précisé que la demande relative à l'application du droit des sols doit faire apparaître le niveau du sol avant tous travaux d'exhaussement ou d'excavation exécutés en vue de la réalisation d'un projet de construction. Toutefois, il est de jurisprudence constante que, le niveau du sol précité, peut intégrer les modifications du niveau du terrain intervenues avant le dépôt de la demande, et sans lien avec les travaux envisagés, sauf si ces aménagements ont été réalisés dans un objectif frauduleux visant à fausser l'appréciation de l'administration sur la conformité de la construction projetée à la réglementation d'urbanisme applicable.

Sont notamment exclues du calcul de la hauteur au sens du présent lexique, les antennes, les installations techniques telles que les cheminées ou les dispositifs relatifs aux cabines d'ascenseurs, aux chaufferies et à la climatisation, ou à la sécurité (garde-corps).

Le PLU(i) pourra réglementer au cas par cas, soit la hauteur d'une construction dans sa totalité, soit façade par façade.

Enfin, il est rappelé que les auteurs des PLU(i) conservent la faculté de préciser les définitions du lexique national sans en changer le sens, et peuvent donc préciser les modalités d'appréciation de la hauteur dans le cas de terrains en pentes.

2.10. Limites séparatives

Cette définition permet de définir le terrain d'assiette sur lequel s'applique les règles d'urbanisme et introduit les notions de limites latérales et de fond de parcelle, qui peuvent être déclinées dans les PLU(i) pour préciser les règles d'implantation de la construction.

2.11. Local accessoire

Les locaux accessoires dépendent, ou font partie intégrante, d'une construction principale à laquelle ils apportent une fonction complémentaire et indissociable. Ils peuvent recouvrir des constructions de nature très variée et être affectés à des usages divers : garage d'une habitation ou d'un bureau, atelier de réparation, entrepôt d'un commerce, remise, logement pour le personnel, lieu de vie du gardien d'un bâtiment industriel, local de stockage pour un commerce, laverie d'une résidence étudiante ...

De plus, conformément à l'article R151-29 du code de l'urbanisme les locaux accessoires sont réputés avoir la même destination et sous-destination que le bâtiment principal auquel ils se rattachent.

Décret relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et portant modernisation du contenu des plans locaux d'urbanisme: lexique national de l'urbanisme

2.12. Voies ou emprises publiques

Cette définition a pour objectif de faciliter l'application des règles d'emprise au sol, de hauteur et d'implantation des constructions par rapport aux emprises publiques et aux voies qui jouxtent les constructions. Ces voies doivent être ouvertes à la circulation, et recouvrent tous les types de voies, quel que soit leur statut (publiques ou privées) et quelles que soient leurs fonctions (voies piétonnes, cyclistes, routes, chemins ...).

Les emprises publiques correspondent à des espaces ouverts au public qui ne relèvent pas de la notion de voie, telles que les voies ferrées, et tramways, les cours d'eau domaniaux, les canaux, les jardins et parcs publics, les places publiques

Version fiche	Date	Auteur
1	27/06/17	DHUP/QV3

Décret relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et portant modernisation du contenu des plans locaux d'urbanisme: lexique national de l'urbanisme

6

b. Complément au lexique national de l'urbanisme

Acrotère

Socle disposé aux extrémités ou au sommet d'un fronton ou d'une colonne et servant de support à des statues, à des vases ou à d'autres ornements.

Adaptations mineures

Les règles définies par les articles 3 à 13 d'un PLU peuvent faire l'objet d'assouplissements rendus nécessaires par la nature du sol, la configuration des terrains ou le caractère des constructions avoisinantes, lorsque l'écart par rapport à la règle est faible.

Affouillement de sol – exhaussement de sol

Doivent être précédés d'une déclaration préalable, les travaux, installations et aménagements, à moins qu'ils ne soient nécessaires à l'exécution d'un permis de construire, les affouillements et exhaussements du sol dont la hauteur, s'il s'agit d'un exhaussement, ou la profondeur dans le cas d'un affouillement, excède **2 mètres** et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à 100 mètres carré.

Les affouillements de sol sont soumis à autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation) lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1.000 m² ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2.000 tonnes (voir définition « carrière »).

En outre, ces réalisations peuvent également être concernées par une procédure relative à la loi sur l'eau n°92-3 du 3 janvier 1992 (notamment au titre des rubriques 3.2.2.0, 3.2.6.0 et 3.3.1.0 de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article R214-1 du code de l'environnement).

Allège

Partie en matériau léger d'un mur de façade, comprise sur sa largeur entre les jambages de la baie et sur sa hauteur entre le plancher et la partie inférieure de la baie, et servant de garde-fou et de mur d'appui.

Clôture

Constitue une clôture, toute édification d'un ouvrage destiné à fermer un espace. L'édification d'une clôture doit être précédée d'une déclaration préalable dans les cas prévus à l'article R421-12 du Code de l'Urbanisme.

Continuum

Espace qui n'est pas interrompu.

Droit de Préemption Urbain (DPU)

Le code de l'urbanisme, dans son article L.211-1, autorise les communes dotées d'un PLU approuvé à instituer un DPU sur tout ou partie des zones urbaines U et des zones d'urbanisation future AU délimitées par le plan de zonage.

Le DPU est un outil de politique foncière mis à disposition des communes. Il facilite la mise en œuvre du projet urbain défini dans le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU.

Dans les zones soumises au DPU, les ventes d'immeubles ou de terrains font l'objet d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA). La commune peut faire usage de son DPU dans un délai de deux mois. Dans ce cas, elle doit motiver son achat. En effet, l'usage du DPU n'est possible qu'en vue de réaliser des opérations d'intérêt général (ou de constituer des réserves pour les réaliser) prévues au code de l'urbanisme. Ces opérations d'intérêt général concernent :

Les actions ou opérations d'aménagement qui ont pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels (article L 300-1 du code de l'urbanisme).

Égout du toit

Ligne basse d'un pan de couverture : ce point de référence permet de définir une hauteur de façade.

Emplacement réservé

Terrain désigné par le PLU comme devant faire l'objet dans l'avenir d'une acquisition par une collectivité publique dans le but d'y implanter un équipement public, un équipement ou ouvrage d'intérêt général, de l'habitat social etc. Le terrain concerné (indiqué au plan de zonage) devient alors inconstructible pour toute autre opération.

Espace boisé classé

Le PLU peut désigner des espaces boisés dits « classés », à conserver, à protéger ou à créer : bois, parc, alignement d'arbres, arbre isolé... Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol. Toute coupe ou abattage est subordonné à une autorisation délivrée par l'autorité compétente. Tout défrichement est interdit.

Espace libre

Les espaces libres des articles 13 du règlement de PLU sont les espaces sur lesquels ne s'exerce pas l'emprise au sol des constructions. Ces espaces comprennent, les espaces verts, les jeux pour enfants, les terrasses, les allées recouvertes ou enherbées, les clôtures....

Existence légale

L'existence légale d'un bâtiment est définie comme suit :

- Si le bâtiment est postérieur à 1943 il doit avoir obtenu un permis de construire : ce permis constitue son existence légale.
- Si le bâtiment est antérieur à 1943, il faut se référer aux actes de propriété faisant référence à l'existence de la construction.

Preuve de l'existence légale des constructions

- La notion de construction existante implique la réunion de deux conditions : une existence physique et une existence légale. L'existence physique est apportée dans le dossier de demande de permis de construire pour déclaration préalable. S'agissant de l'existence légale, pour bénéficier du règlement du document d'urbanisme, il incombe au pétitionnaire de prouver que la construction sur laquelle porte sa demande de PC ou sa DP a été édifiée avant la loi du 15 juin 1943 relative au permis de construire, et dans ce cas, il lui appartient de produire un acte de propriété antérieur au 15 juin 1943, décrivant le bien, soit conformément à l'autorisation requise et obtenue à cet effet , pour les constructions édifiées postérieurement à cette date.

- A défaut de production de la preuve de l'existence légale, le bâtiment présent sur le terrain est réputé avoir été illégalement édifié et la demande doit porter sur l'ensemble du bâtiment.

Implantation des constructions par rapport aux voies ou à l'alignement

L'article 6 définit les règles d'implantation des constructions par rapport aux voies ou à l'alignement. Sauf dispositions contraires au règlement, il s'agit de l'ensemble des voies ouvertes à la circulation générale, qu'elles soient publiques ou privées et quel que soit leur statut ou leur fonction (voies piétonnes, cyclistes, routes, chemin, places, parc de stationnement public...).

Sont concernées les voies qui sont soit existantes, soit prévues par le PLU ou par un projet de remaniement parcellaire.

Installation classée

Un établissement industriel ou agricole, une carrière, ... entrent dans la catégorie des ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) quand ils peuvent être la cause de dangers ou d'inconvénients notamment pour :

- l'agriculture,
- la commodité du voisinage,
- la sécurité, la salubrité, la santé publique,
- la protection de la nature et de l'environnement,
- la conservation des sites et monuments.

Dans un esprit de prévention, une réglementation stricte a été élaborée, soumettant l'ouverture de telles installations à un régime d'autorisation préalable ou de simple déclaration, selon le degré de gravité des nuisances dont elles peuvent être la cause : bruit, dangers d'explosion ou d'incendie... Cette réglementation relève du code de l'environnement.

Au sens de l'article L511-1 du Code de l'Environnement, sont considérés comme installations classées, « *Les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. Les dispositions sont également applicables aux exploitations de carrières au sens des articles 1er et 4 du Code Minier.* »

Parcelle

C'est le plus petit élément du territoire. Elle figure sur le titre de propriété, identifiée par un numéro et rattachée à une section cadastrale.

Secteur

C'est l'ensemble des terrains appartenant à une zone auxquels s'appliquent, outre le corps de règles valable pour toute la zone, certaines règles particulières.

Servitude d'utilité publique

C'est une mesure de protection limitant le droit d'utilisation du sol. Elle concerne certains ouvrages et sites publics existants (forêt, lignes électriques...). Ces servitudes sont instituées indépendamment du PLU par des actes administratifs spécifiques et deviennent applicables dès lors que leur procédures d'institution ont été accomplies. La liste des servitudes figure dans les annexes générales du PLU, document n°6 du dossier de PLU.

Superficie du terrain

La superficie prise en compte pour déterminer le droit à construire est celle de l'unité foncière.

Surface de plancher (SP)

La surface de plancher est l'unique référence pour l'application de l'ensemble des règles d'urbanisme nécessitant, auparavant, un calcul des surfaces des constructions en SHOB (surface hors œuvre brute) et SHON (surface hors œuvre nette).

Article R.112-2 du code de l'urbanisme

La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de planchers de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :

- 1° Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;*
- 2° Des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;*
- 3° Des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;*
- 4° Des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;*
- 5° Des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;*
- 6° Des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L. 231-1 du code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ;*
- 7° Des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;*
- 8° D'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.*

Terrain ou Unité Foncière

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales contiguës qui appartiennent au même propriétaire ou de la même indivision.

Tuile canal

Tuile en forme de demi-cylindre ; tuile creuse ou tuile romaine.

Transparence hydraulique

Dans le règlement du PLU la transparence hydraulique, fait référence à l'aptitude que possède un ouvrage ou un aménagement à ne pas faire obstacle aux mouvements des eaux. Globalement, un ouvrage est dit "transparent" d'un point de vue hydraulique lorsqu'il n'amplifie pas le niveau des plus hautes eaux, ne réduit pas la zone d'expansion des crues, n'allonge pas la durée des inondations ou n'augmente pas leur étendue, n'intensifie pas la vitesse d'écoulement des eaux...

Travaux confortatifs

Correspondent à toutes les mesures et travaux entrepris pour consolider une construction, tel que renforcement des murs, réfection des façades...

Zonage

Le territoire de la commune est découpé en zones. A chaque zone est attribuée une vocation des sols particulière, exprimée par un signe (Ua, Ub, N, A...). Les limites de zones peuvent ne pas correspondre aux limites parcellaires.

Zone

Un zone est constituée par l'ensemble des terrains faisant l'objet d'une même vocation et soumis aux mêmes règles.

Zone urbaine U

Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Zones à urbaniser AU

Les zones à urbaniser sont dites "zones AU". Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation. Deux types de zones AU sont distinguées :

- Les zones 1AU dites alternatives : Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et le règlement.
- Les zones 2AU dites strictes : Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme.

Zones agricoles A

Les zones agricoles sont dites "zones A". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Zones naturelles N

Les zones naturelles et forestières sont dites "zones N". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

Zone refuge

Une zone refuge est un espace permettant aux occupants du bâtiment de se mettre à l'abri dans l'attente de l'arrivée des secours ou de la fin de l'inondation dans de bonnes conditions de sécurité. Elle doit être située au moins 0,20 m au-dessus de la cote de référence. Elle doit être facilement accessible de l'intérieur (unité fonctionnelle) et présenter une issue de secours aisément accessible de l'extérieur pour permettre l'intervention des services de secours et l'évacuation des personnes. Elle doit présenter des conditions de sécurité satisfaisantes et sa conception doit permettre aux personnes de se manifester auprès des équipes de secours.

Annexe 2. Palette chromatique de Pontevès

(source : étude chromatique intercommunale – Communauté de communes Provence Verdon)

TEINTES TERRE

Applicables sur l'ensemble du village. Pour les façades en 1ère couronne extérieure des villages ou dans les secteurs diffus.

Application : Badigeon de chaux ou enduit à la chaux naturelle teinté dans la masse en secteur diffus.



CALE VAR -76

Ne pas appliquer sur les façades de l'enceinte des villages perchés.
Elles seront utilisées dans le noyau ancien et dans les lotissements.
La teinte 208 est à utiliser ponctuellement (une façade par rue au maximum) et uniquement en cœur de village.

Application : Badigeon de chaux.



CALE VAR -77

TEINTES OCRE JAUNE

Les teintes seront utilisées uniquement dans le noyau ancien.

Ne pas appliquer sur les façades de l'enceinte des villages perchés.

Les teintes les plus soutenues sont à utiliser ponctuellement.

Application : Badigeon de chaux ou patine à la chaux pour les teintes saturées (conseillée).



CAUE VAR-78

TEINTES OCRE ORANGE/ROUGE

Elles seront utilisées uniquement dans le noyau ancien (coeur de village) pour des façades non visibles de l'extérieur du village.

Application : Badigeon de chaux ou patine à la chaux pour les teintes saturées (conseillée).



CAUE VAR-78

TEINTES «DÉCORS»

Pour les génioses et leur bandeau en retombée, les chaînes d'angle, les bandeaux d'étages, les appuis moulurés, les encadrements et les tableaux des baies.

Ces teintes peuvent être utilisées pour les fenêtres et les portes fenêtres.

Les teintes historiques différentes (ocre jaune ou rouge) pourront être restituées après validation de l'architecte conseil.



CAUE VAR-91

TEINTES CONTREVENTS ET FENÊTRES



CAUE VAR-91

TEINTES CONTREVENTS ET FENÊTRES



CAUE VAR-84

Dans le village et en dehors de village, les fenêtres pourront présenter une teinte blanche.

En dehors du village, les portes de garage pourront présenter une teinte blanche

TEINTES CONTREVENTS ET FENÊTRES

teinte sera harmonisée sur l'ensemble de la façade. Une seule teinte de persiennes sera mise en œuvre par façade, ainsi que pour les fenêtres et portes-fenêtres. Les teintes pourront être employées également pour les ferronneries et certaines portes d'entrée. Les teintes 708, 709, 808 et 809 seront associées uniquement à des teintes terre en façade.



CAUE VAR-85

TEINTES PORTES

Les portes anciennes seront impérativement conservées et restaurées. Dans le village et hameaux anciens, les portes modernes seront si possibles remplacées par des portes traditionnelles en bois (suivant les modèles historiques du village). Les portes en bois noble seront cirées.



CAUE VAR-86

TEINTES POUR LES FERRONNERIES

Les teintes des portes peuvent être utilisées en harmonie avec les ferronneries.



CAUE VAR-86

MISE EN SITUATION DES COULEURS



Les teintes sont données à titre indicatif, se reporter au nuancier d'origine. Voir les équivalences en dernière page.

CAUE VAR-88

MISE EN SITUATION DES COULEURS



Les teintes sont données à titre indicatif, se reporter au nuancier d'origine. Voir les équivalences en dernière page.

CAUE VAR-88

MISE EN SITUATION DES COULEURS



Les teintes sont données à titre indicatif, se reporter au nuancier d'origine. Voir les équivalences en dernière page.

CAUE VAR-90

ÉQUIVALENCES NUANCIER

Liste des équivalences à titre indicatif dans les nuanciers commerciaux

TEINTES FAÇADES	TEINTES DÉCORS & FENÊTRES	TEINTES CONTREVENTS & FENÊTRES	TEINTES PORTES
101= 3479V	401= 0422V	501= gris uranus 5	708= brun mésacoenais 5
102= 1177V	402= 3473V	502= bleu tahoe 5	801= 2021-1 T
103= 018V	403= 0698 V	503= bleu garance 5	802= 2021-2 T
104= 0700V	404= 335A / 3740 V	504= bleu tangany 5	803= 2021-5T
105= 0420V	405= 0872 V	901= 0811V	904= stiffkey blue 381 FB/ 2020-4
106= 3480V	406= 3889 V	902= 57 SA/3486V	805= gris taunus 5
107= 0672V	407= 203 SA / 3750	903= 26 SA/0869V	806= vert bronze 5
108= 450 SA ou 4211 V	408= 3470 V	904= 3901V	807= bleu comores 5
109= 28SA ou 3481 V	409= 3642 V	905= 216 SA/3478V	808= 2126-2T
110= 3483 V	410= 3643 V	906= 1064V	809= 2124-2T
111= 4212 V	411= 586 SA / 0574 V		810= 2125-4T
112= 3762 V	412= 3882 V		811= marron provence 5
201= 31 SA ou 498 V	413= 3883 V		
202= 3457 V	414= 3720 V		
203= 30 SA ou 1915 V			
204= 25 SA ou 3458 V			
205= 1084 V			
206= 4179 V			
207= 4174 V			
208= 0915 V			
209= 135 SA / 3710 V			
301= 828 V / 25 SA			
302= 136 V / 96 SA			
303= 3460 V			
304= 3620 V			
305= 3461 V			
306= 3630 V / 253 SA			
307= 3467 V			
308= 3462 V			
309= 3465 V			

LES TEINTES FERRONNERIES SONT DES TEINTES RAL

Codes : couleurs référencées dans les nuanciers des peintures «chaux color de Saint-Astier» = SA ; «La Seigneurie» = S ; «Viero de Tollens» = V ; «Tollens» = T ; «Farrow&Ball» = FB,

CAUE VAR-91

Annexe 3. Annexe au règlement de la zone agricole

Critères de définition de l'exploitation agricole et de la notion de constructions directement nécessaires à son activité :

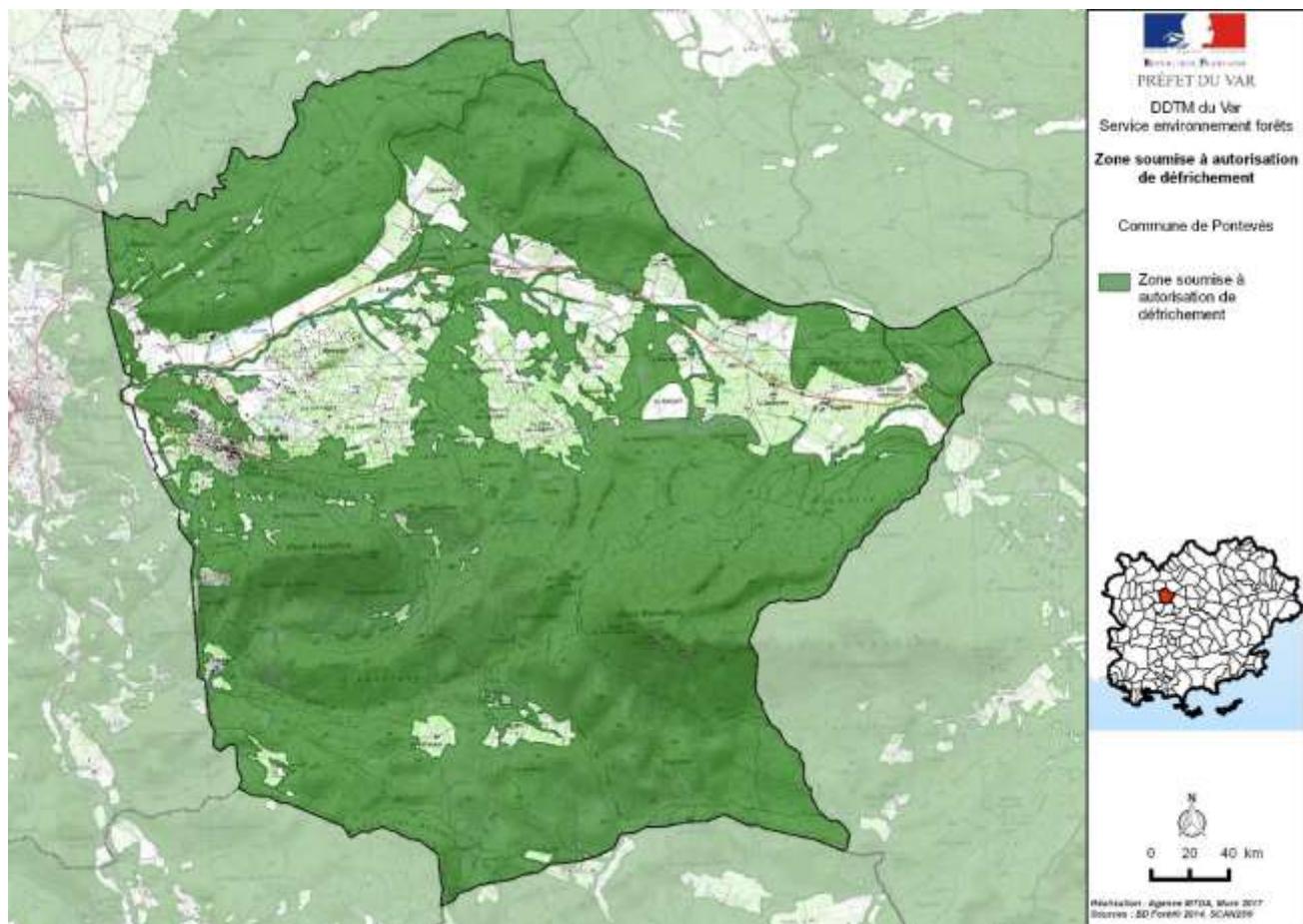
En application des articles L311-1 et L312-1 du Code Rural.

- L'exploitation agricole, considérée en tant qu'entité de production végétale et/ou animale devra disposer de deux Surfaces Minimales d'Assujettissement (S.M.A.). La SMA est fixée par arrêté préfectoral.
- Pour les exploitations agricoles dont les types de productions végétales et/ou animales ne disposent pas de surface minimale d'assujettissement, définie par l'arrêté ci-dessus évoqué, les revenus annuels dégagés de l'activité agricole devront être au moins égaux à 1.5 SMIC.
- Les activités d'agritourisme et de diversification telles que définies par l'article L311-1 du Code Rural pourront être autorisées selon la réglementation en vigueur, à condition qu'elles s'inscrivent dans le prolongement de l'acte de produire, ou qu'elles aient pour support l'exploitation.

Définition de la notion de constructions directement nécessaires à l'exploitation agricole :

- En zone agricole, peuvent être autorisées les constructions nécessaires à l'exploitation agricole.
- La preuve de la nécessité de bâtiments ou d'aménagements pour l'exploitation agricole doit donc être apportée dans les dossiers d'autorisation d'urbanisme. Le projet agricole doit y être clairement précisé ainsi que l'activité existante et les bâtiments et matériels actuels déjà à disposition.
- Des documents supplémentaires aux pièces obligatoires doivent donc être apportés pour prouver cette nécessité et l'existence d'une exploitation agricole répondant à la définition précédente.
- Exemples de pièces à fournir :
 - Existence d'une exploitation agricole : attestation de la MSA justifiant que l'exploitation agricole permet d'être bénéficiaire de l'Assurance Maladie des Exploitants Agricoles (AMEXA) en tant que Chef d'Exploitation, avis d'imposition laissant apparaître des revenus agricoles, cartes grises des engins agricoles ...
 - Taille de l'exploitation agricole : relevé d'exploitation délivré par la MSA prouvant la surface cultivée ou l'importance du cheptel présent, relevé du casier viticole, déclaration de récolte, factures, convention de mise à disposition de foncier (bail à ferme enregistré, convention de pâturage...).
 - Nécessité des constructions : note de présentation, plan des parcelles cultivées et des bâtiments déjà existants, description de leur usage pour justifier de la nécessité de nouveaux bâtiments et leur localisation par rapport au siège d'exploitation, relevé de propriété...

Annexe 4. Carte du défrichement



Annexe 5. Arrêté préfectoral - débroussaillement

Direction
départementale
des territoires
et de la mer
du Var

Service Environnement et Forêts



Toulon, le 30 MARS 2015

ARRETE PREFCTORAL

portant règlement permanent du débroussaillement
obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le
département du Var

LE PREFET DU VAR
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code Forestier, et notamment ses articles L.131-6, L.131-10, L.131-12 à L.131-16,
L.133-1, L.134-5 à L.134-18, L.135-1, L.135-2 et R.131-14 à R.131-16, R.134-4 à R.134-6,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le Code de l'Environnement,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1 et L.
2215-1,

VU l'ordonnance n° 2012-92 du 26 janvier 2012 – art. (V),

VU le décret n° 2012-836 du 29 juin 2012 – art. (V),

VU les décrets du 9 décembre 1925 et du 11 octobre 1951 classant les forêts de toutes les
communes du département du Var, comme particulièrement exposées aux incendies,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des
services, des organismes publics de l'État dans les départements,

VU le décret n° 95-260 du 08 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale
de sécurité et d'accessibilité,

VU le Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies approuvé par
Arrêté Préfectoral du 29 décembre 2008,

VU l'avis favorable de la sous-commission départementale de sécurité contre les risques
d'incendies de forêt, lande, maquis et garrigue, lors de la séance du 17 février 2015,

Direction départementale des territoires et de la mer du Var
244, avenue de l'Infanterie de Marine BP 501 - 83041 TOULON CEDEX 9
Téléphone 04 94 46 83 83 - fax 04 94 46 32 50 - courriel dptm@var.gouv.fr
www.var.gouv.fr

CONSIDERANT que les bois, forêts, plantations, reboisements, landes, maquis et garrigues du département du Var sont particulièrement exposés au risque d'incendie de forêt ; qu'il convient, en conséquence, d'édicter toutes mesures de nature à assurer la prévention des incendies de forêts, à faciliter les opérations de lutte et à limiter les conséquences des incendies ; qu'en particulier il convient de définir des obligations légales de débroussaillement pour assurer la protection des personnes et des biens et limiter les risques d'élosion et la propagation des incendies,

CONSIDERANT que le débroussaillement obligatoire contribue à la protection contre le risque d'incendie de forêt des personnes, des biens et des espaces naturels et forestiers du département, notamment les habitats d'intérêt communautaire, les espaces naturels sensibles et les éléments de la trame verte et bleue,

SUR proposition de M. le Directeur départemental des territoires et de la mer du Var,

ARRETE :

Article 1 : Champ d'application

Le présent arrêté s'applique à toutes les communes du Var, dans les zones suivantes :

- les bois, forêts, plantations, reboisement, landes, maquis et garrigues¹,
- ainsi que sur tous les terrains qui sont situés à moins de 200 mètres de ces formations, y compris les voies qui les traversent².

Au sein de ces zones, les obligations de débroussaillement et de maintien en état débroussaillé sont applicables dans les cas suivants :

- a) Abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature sur une profondeur de 50 m ainsi qu'aux voies privées y donnant accès sur une profondeur de 2m de part et d'autre de la voie.
- b) Terrains, bâtis ou non bâtis, situés dans les zones urbaines délimitées par un plan d'occupation des sols ou plan local d'urbanisme rendu public ou approuvé ou un document d'urbanisme en tenant lieu.
- c) Terrains servant d'assiette à l'une des opérations régies par les articles L.311-1, L.322-2 et L.442-1 du Code de l'urbanisme et les terrains mentionnés aux articles L.443-1 à L.443-4 et à l'article L.444-1 de ce même Code (notamment les ZAC, lotissements, associations foncières urbaines, terrains de camping et de caravanage, parcs résidentiels de loisir, habitations légères de loisir et autres réalisations de même nature).
- d) Terrains situés dans les zones délimitées et spécifiquement définies comme devant être débroussaillées et maintenues en état débroussaillé en vue de la protection des constructions par un plan de prévention des risques naturels prévisibles établi en application des articles L.562-1 à L.562-7 du Code de l'environnement.
- e) Le long des infrastructures linéaires lorsqu'elles traversent les zones en question, conformément à l'article 5.

1 La définition des bois, forêts, plantations, reboisement, landes, maquis et garrigues au sens du présent arrêté est donnée par l'arrêté préfectoral du 5 avril 2004 relatif à l'application du titre II du livre III du Code forestier.

2 Une cartographie indicative des zones situées à plus de 200m des bois, forêts, plantations, reboisement, landes, maquis et garrigues dans le département du Var est disponible sur www.sigvar.fr

Les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, travaux et installations et de ses ayants droit dans les cas mentionnés en a), et du propriétaire des terrains concernés et de ses ayants droit dans les cas mentionnés en b) et c). Les travaux mentionnés en d) sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers ou installations de toute nature pour la protection desquels les travaux de débroussaillement ont été prescrits. Les règles applicables en cas de superposition d'obligations de débroussaillement sont définies aux articles L. 131-13 et 134-14 du Code forestier.

Article 2 : Finalités du débroussaillement obligatoire

Le débroussaillement obligatoire est un geste essentiel et efficace d'auto-protection et de prévention face au risque d'incendie de forêt. Il a pour objet de diminuer l'intensité des incendies de forêt et d'en limiter la propagation par la réduction de la biomasse combustible et la rupture de continuité horizontale et verticale du couvert végétal autour des enjeux humains et à proximité des infrastructures linéaires. La réalisation des travaux de débroussaillement autour des constructions et habitations en dur permet également, en cas d'incendie de forêt, d'assurer le confinement de leurs occupants et d'améliorer la sécurité et l'efficacité des services d'incendie et de secours lors de leur intervention. Pour être efficaces, les travaux de débroussaillement doivent être réalisés conformément aux modalités techniques fixées par le présent arrêté.

Le débroussaillement ne vise pas à l'éradication définitive de la végétation. Il doit être mené dans le respect des modalités définies à l'article 4 et de façon respectueuse vis-à-vis :

- des espèces protégées dont la destruction est interdite,
- des végétaux à caractère patrimonial qui seront conservés de façon prioritaire dans le cadre du débroussaillement,
- des essences feuillues et résineuses, quelle que soit leur taille, si elles sont nécessaires pour assurer le renouvellement du peuplement forestier sans augmentation de densité de ce dernier,
- de toutes les essences agricoles ou d'agrément régulièrement entretenues et au développement contenu.

Article 3 : Définitions

Pour l'application du présent arrêté, il convient de définir par :

Arbustes : tous les végétaux ligneux de moins de 3 mètres de haut.

Arbres : toutes les espèces de végétaux ligneux pouvant atteindre une hauteur supérieure à 3 mètres.

Houppiers : l'ensemble des branchages et feuillages d'un arbre ou d'un arbuste.

Bouquet : ensemble d'arbres ou d'arbustes dont les houppiers sont jointifs.

Glacis : zone exempte de végétation ligneuse, où la strate herbacée est maintenue rase.

Plate-forme : surface d'une voie de circulation comprenant la chaussée et les accotements.

Toutes les distances mentionnées dans le présent arrêté sont mesurées au sol, après projection verticale s'agissant des houppiers. Le diamètre d'un bouquet d'arbres est la plus grande dimension mesurée au sol après projection de l'ensemble des houppiers jointifs.

Article 4 : Modalités techniques du débroussaillement

Dans les zones mentionnées à l'article 1, sont rendus obligatoires le débroussaillement et le maintien en état débroussaillé, entendus comme incluant la réalisation et l'entretien des opérations suivantes.

1. Le maintien, notamment par les moyens de taille et l'élagage, des premiers feuillages des arbres à une distance minimale de tout point des constructions et de leurs toitures et installations d'au moins 3 mètres.
2. La coupe et l'élimination des arbres et arbustes, morts, malades ou dominés.
3. L'éloignement des houppiers des arbres et arbustes maintenus d'au moins 3 mètres les uns des autres.
4. Par dérogation à la disposition précédente, il est possible de maintenir en nombre limité des bouquets d'arbres d'un diamètre maximal de 15 mètres et des bouquets d'arbustes d'un diamètre maximal de 3 mètres, à condition qu'ils soient distants de plus de 3 mètres les uns des autres et situés à plus de 20 mètres de toute construction.
5. L'élagage des arbres afin que l'extrémité des plus basses branches se trouvent à une hauteur minimale de 2,5 mètres du sol.
6. La suppression des arbustes en sous-étage des arbres maintenus, à l'exception des essences feuillues ou résineuses maintenues en nombre limité lorsqu'elles sont nécessaires pour assurer le renouvellement du peuplement forestier.
7. La coupe de la végétation herbacée et ligneuse basse.
8. Le ratissage et l'élimination de tous les débris de végétaux, notamment les feuilles mortes et les aiguilles, dans un rayon de 20 mètres autour des constructions et installations et sur les toitures des bâtiments.

9. Les haies séparatives doivent être distantes d'au moins 3 mètres des constructions, des installations et de l'espace naturel, et avoir une épaisseur maximale de 2 mètres et une hauteur maximale de 2 mètres.

10. Les voies d'accès aux constructions, chantiers et installations de toute nature doivent être débroussaillées sur une profondeur minimale de 2 mètres de part et d'autre de l'emprise de la voie. De plus, un gabarit de circulation de 4 mètres doit être aménagé en supprimant toute végétation sur une hauteur de 4 mètres et une largeur de 2 mètres de part et d'autre de l'axe central de la voie.

11. L'élimination de tous les végétaux et débris de végétaux morts, ainsi que l'ensemble des rémanents de coupe et de débroussaillement. Cette élimination peut notamment être effectué par broyage, compostage, apport en déchetterie ou brûlage (dans le respect des dispositions encadrant l'emploi du feu).

Le maintien en état débroussaillé doit être assuré de manière permanente.

Article 5 : Débroussaillement le long des infrastructures linéaires

a) Dispositions applicables aux infrastructures routières et voies ferrées :

- **Autoroutes, routes nationales et routes départementales** : le débroussaillement devra être réalisé sur une largeur de 20 mètres de part et d'autre de la plate-forme, avec un glacis de végétation de 2 mètres.
- **Routes communales et autres voies ouvertes à la circulation publique motorisée** : le

débroussaillement devra être réalisé sur une largeur de 2 mètres de part et d'autre de la plate-forme (des arbres remarquables peuvent exceptionnellement être maintenus).

Un gabarit de circulation de 4 mètres sera réalisé dans tous les cas en supprimant toute végétation sur une hauteur de 4 mètres et une largeur de 2 mètres de part et d'autre de l'axe central de la voie.

Les obligations relatives au réseau autoroutier et aux routes nationales, départementales et communales pourront être modulées dans le cadre d'un schéma global de débroussaillement de la voirie. Ce document, qui sera présenté par le maître d'ouvrage, devra être agréé par le Préfet, après avis de la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendies de forêt, lande, maquis et garrigue.

- Abords des voies ferrées, dans les zones définies à l'article 1 : le débroussaillement sera réalisé sur une largeur de 7 mètres de part et d'autre de la voie.

Lorsqu'il existe des terrains en nature de bois et forêts à moins de 20 mètres de la limite de l'emprise des voies ferrées, les propriétaires d'infrastructures ferroviaires ont l'obligation de débroussailler et de maintenir en état débroussaillé à leurs frais une bande longitudinale d'une largeur de 20 mètres à partir du bord extérieur de la voie.

Sur des tronçons présentant des garanties particulières ou une configuration susceptible d'empêcher un départ de feu, les modalités pourront être adaptées dans le cadre d'un schéma global de débroussaillement de la voie. Ce document, qui sera présenté par le maître de l'ouvrage, devra être agréé, après avis de la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendies de forêt, lande, maquis et garrigue.

b) Dispositions dérogatoires prises en application du schéma global de débroussaillement du réseau des voies départementales

En application de l'article L.134-13 du Code forestier et suite à l'avis favorable émis par la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendies de forêt, lande, maquis et garrigue, lors de sa séance du 17 février 2015, le schéma global de débroussaillement du réseau des voies départementales actualisé présenté par le Conseil Général du Var, et dont les modalités figurent en annexe du présent arrêté, est agréé.

Les voies départementales sont classées en plusieurs catégories en fonction de l'intérêt qu'elles présentent pour la lutte contre les feux de forêt, et sont débroussaillées conformément aux dispositions du guide départemental des équipements DFCI :

- les routes classées en « zone d'appui élémentaire » (ZAE) font l'objet d'un débroussaillement sur une largeur totale de 50 mètres ;
- les routes classées en « zone d'appui principale » (ZAP) font l'objet d'un débroussaillement sur une largeur totale d'au moins 100 mètres ;
- les voies départementales non listées dans l'annexe jointe sont assimilées à des ouvrages de liaison.

c) Dispositions dérogatoires prises en application du plan de débroussaillement pluriannuel du réseau autoroutier concédé dans le département du Var

En application de l'article L.134-13 du Code forestier, et suite à l'avis favorable émis par la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendies de forêt, lande, maquis et garrigue, lors de sa séance du 17 février 2015, le plan de débroussaillement pluriannuel du réseau autoroutier concédé dans le département du Var, présenté par la société ESCOTA, dont les

modalités figurent en annexe du présent arrêté, est agréé en tant que schéma global d'aménagement de la voirie et fixe les obligations légales et modalités de débroussaillement s'appliquant le long du réseau autoroutier départemental concédé.

d) Dispositions applicables aux lignes et installations de transport d'électricité

Pour les lignes et installations électriques, les obligations de débroussaillement suivantes s'appliquent dans la traversée des zones définies à l'article 1.

- **Lignes à basse tension (BT) à fils nus** : débroussaillement de 10 mètres de part et d'autre de l'axe de la ligne, élagage ou suppression de la végétation située à moins de 5 mètres du fil dans toutes les directions, abattage de tout arbre susceptible de tomber sur la ligne.

- **Lignes à moyenne tension (HTA) à fils nus** : élagage ou suppression de la végétation située à moins de 5 mètres du fil dans toutes les directions, abattage de tout arbre susceptible de tomber sur la ligne.

- **Lignes à basse (BT) et moyenne tension (HTA) à conducteurs isolés** : entretien courant de l'emprise et élagage pour éviter tout contact avec la végétation, abattage de tout arbre susceptible de tomber sur la ligne.

- **Lignes à haute tension (HTB)** : débroussaillement de 10 mètres de part et d'autre de l'axe de la ligne, élagage ou suppression des arbres situés à moins de 5 mètres des fils dans toutes les directions, abattage de tout arbre susceptible de tomber sur la ligne.

- **Installations électriques fondées au sol** : débroussaillement dans un rayon de 5 mètres.

Aucune nouvelle création de ligne électrique basse tension à fil nu n'est autorisée dans le département dans les zones définies à l'article 1 : les conducteurs devront dans tous les cas être isolés ou la ligne enterrée.

Les bois de plus de 7 cm de diamètre issus de ces opérations appartiennent aux propriétaires des parcelles traversées. Lorsque ces derniers ne souhaitent pas récupérer ces bois, ils seront débités en tronçons d'une longueur maximale de 1 mètres et dispersés sur place, la mise en andains sous la ligne est interdite. Les autres rémanents de coupe seront éliminés dans le respect de la réglementation en vigueur.

Article 6 : Porter à connaissance

Le maire fait figurer au document d'urbanisme les terrains concernés par les obligations légales de débroussaillement énumérées à l'article 1, alinéas b, c et d, du présent arrêté.

En cas de mutation, le cédant informe le futur propriétaire de l'obligation de débroussailler et de maintenir en état débroussaillé, ainsi que de l'existence d'éventuelles servitudes de DFCI.

A l'occasion de toute conclusion ou renouvellement de bail, le propriétaire porte ces informations à la connaissance du preneur.

Article 7 : Contrôles et sanctions

Sans préjudice des dispositions de l'article L.2212-1 du Code général des collectivités territoriales, le Maire assure le contrôle de l'exécution des obligations des articles 1 à 4 du présent arrêté. A cette fin, le Maire peut mobiliser les agents de police municipale et peut commissionner des agents

municipaux sur le fondement de l'article L.135-1 du Code forestier.

Sont habilités à rechercher et constater les infractions forestières, outre les officiers et agents de police judiciaire, les agents des services de l'État chargés des forêts et les agents en service à l'Office national des forêts, commissionnés à raison de leurs compétences en matière forestière et assermentés à cet effet, ainsi que les gardes champêtres et les agents de police municipale.

Les propriétaires qui ne procèdent pas aux travaux de débroussaillage ou de maintien en état débroussaillé aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, ainsi que sur la totalité de la surface des terrains situés en zone urbaine, des terrains situés dans les zones délimitées et spécifiquement définies comme devant être débroussaillées et maintenues en état débroussaillé en vue de la protection des constructions, par un plan de prévention des risques naturels sont passibles d'une amende de 4ème classe (135 €).

Pour les terrains compris dans les lotissements, ZAC, AFU et terrains de camping caravanning, l'infraction relève d'une contravention de 5ème classe, d'un montant maximal de 1500 €.

En cas de violation constatée de l'obligation de débroussailler ou de maintien en état débroussaillé, le Maire, ou le cas échéant, le représentant de l'État dans le département met en demeure les propriétaires d'exécuter les travaux dans un délai qu'il fixe. Si les intéressés n'exécutent pas les travaux prescrits dans les délais, la commune y pourvoit d'office à leur charge, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

Article 8 : Abrogation

Les arrêtés préfectoraux du 10 novembre 2006, du 18 juin 2007 et du 20 avril 2011 relatifs au débroussaillage obligatoire sont abrogés.

Article 9 : Voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 10 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Var, les Sous-préfets de Draguignan et Brignoles, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, le Commandant du Groupement de Gendarmerie, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Directeur de l'Agence Interdépartementale Var Alpes-Maritimes de l'Office National des Forêts, les gardes de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, les Maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans toutes les communes du département par le soin des Maires.



Pierre SOUBELET

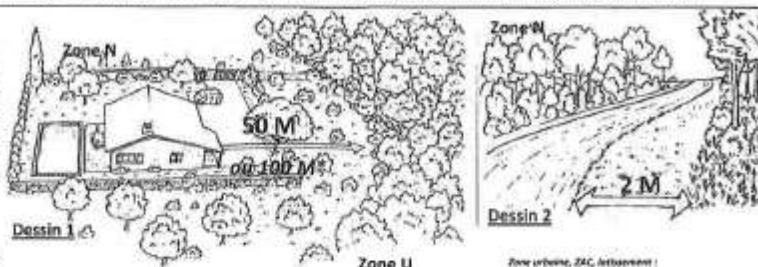
Illustrations de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2015

portant règlement permanent du débroussaillage obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le département du Var

Pour plus d'info : <http://www.var.gouv.fr> : Accueil/Politiques publiques/Environnement/Foret/Debroussailement/L'obligation de debrousser

Extraits de l'article 1

En zone N (naturelle ; voir PLU ou POS) : abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature sur une profondeur de 50 m (dessin 1) ainsi qu'aux voies privées y donnant accès sur une profondeur de 2 m (dessin 2) de part et d'autre de la voie.



*Profondeur portée à 100 m

- en zone R et En1 pour les communes concernées par un plan de prévention des risques incendie de forêt (PPRIF) ;
- Par arrêté municipal s'il y a lieu.



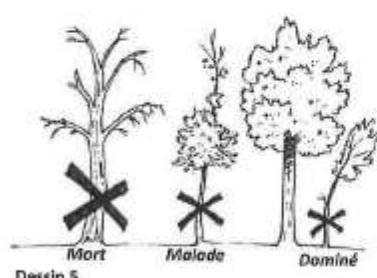
En zone U (urbaine ; voir PLU ou POS) :

Terrains, bâtis ou non bâtis, situés dans les zones urbaines (dessin 3).

Article 4 : Modalités techniques du débroussaillage

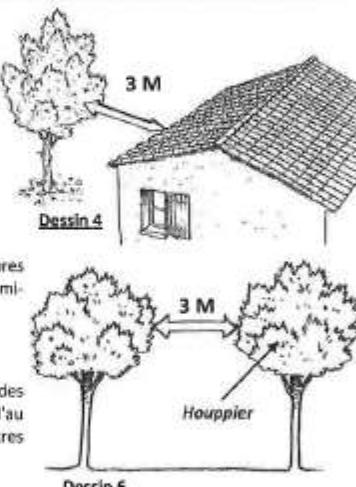
Dans les zones mentionnées à l'article 1, il est rendu obligatoire le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé, entendus comme incluant la réalisation et l'entretien des opérations suivantes.

- Le maintien, notamment par les moyens de taille et l'élagage, des premiers feuillages des arbres à une distance minimale de tout point des constructions et de leurs toitures et installations d'au moins 3 mètres (dessin 4).

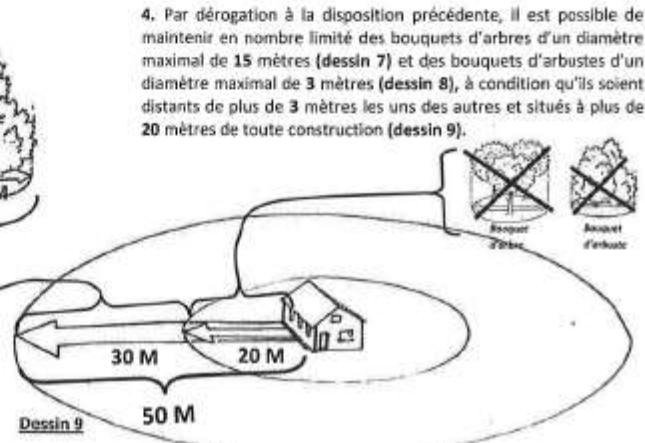
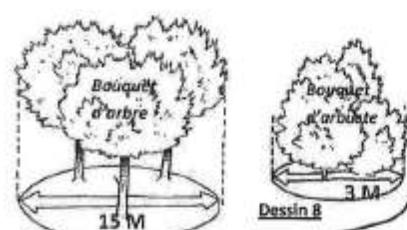


- La coupe et l'élimination des arbres et arbustes, morts, malades ou dominés (dessin 5).

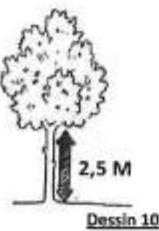
- L'éloignement des houppiers des arbres et arbustes maintenus d'au moins 3 mètres les uns des autres (dessins 6).



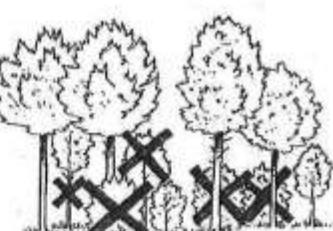
- Par dérogation à la disposition précédente, il est possible de maintenir en nombre limité des bouquets d'arbres d'un diamètre maximal de 15 mètres (dessin 7) et des bouquets d'arbustes d'un diamètre maximal de 3 mètres (dessin 8), à condition qu'ils soient distants de plus de 3 mètres les uns des autres et situés à plus de 20 mètres de toute construction (dessin 9).



5. L'élagage des arbres afin que l'extrémité des plus basses branches se trouvent à une hauteur minimale de 2,5 mètres du sol (dessin 10).



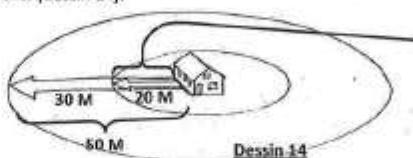
6. La suppression des arbustes en sous-étage des arbres maintenus, à l'exception des essences feuillues ou résineuses maintenues en nombre limité lorsqu'elles sont nécessaires pour assurer le renouvellement du peuplement forestier (dessin 11).



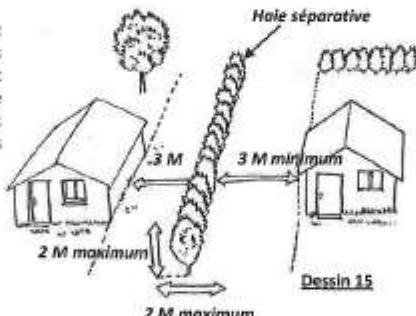
7. La coupe de la végétation herbacée et ligneuse basse (dessin 12).



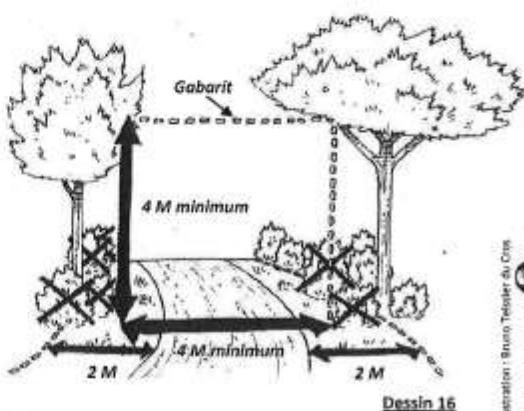
8. Le ratisseage et l'élimination de tous les débris de végétaux, notamment les feuilles mortes et les aiguilles (dessin 13), dans un rayon de 20 mètres autour des constructions et installations et sur les toitures des bâtiments (dessin 14).



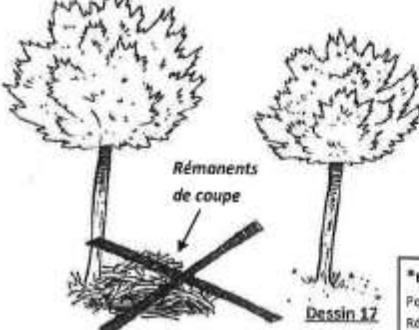
9. Les haies séparatives, doivent être distantes d'au moins 3m des constructions, des installations et de l'espace naturel, et avoir une épaisseur maximale de 2 mètres et une hauteur maximale de 2 mètres (dessin 15).



10. Les voies d'accès aux constructions, chantiers et installations de toute nature doivent être dégagées de toute végétation sur une hauteur de 4 mètres à l'aplomb de la plate-forme et sur la totalité de la largeur de la plate-forme, de manière à garantir un gabarit de passage de 4 mètres. Elles doivent être débroussaillées sur une profondeur de 2 mètres de part et d'autre (dessins 16).



11. L'élimination de tous les végétaux et débris de végétaux morts, ainsi que l'ensemble des rémanents de coupe et de débroussaillage. Cette élimination peut notamment être effectué par broyage, compostage, apport en déchetterie ou brûlage (dans le respect des dispositions encadrant l'emploi du feu*) (dessin 17).



*Emploi du feu : consulter <http://www.var.gouv.fr> : Accueil/ Politiques publiques/Environnement/Forêt/Emploi du feu/ Réglementation de l'emploi du feu dans le Var

Le maintien en état débroussaillé doit être assuré de manière permanente.

Vétoien, réalisation et illustration : Bruno Tissier du Crif
NF pôle DIO Alpes Maritime-Mer : 2013

Annexe 6. Arrêté préfectoral - EBC

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE ENVIRONNEMENT ET FORET



PRÉFET DU VAR

ARRETE PREFECTORAL PORTANT DISPENSE DE DECLARATION DE COUPES D'ARBRES EN ESPACE BOISE CLASSE

Le PREFET du Var,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 130-1 et R. 130-1 et suivants relatifs aux espaces boisés et aux déclarations de coupes et abattage d'arbres,

Vu le décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme,

Vu l'avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendies des forêts, landes, garrigues et maquis en date du 26 mai 2010,

Vu l'avis du Centre National de la Propriété Forestière en date du 02 août 2012,

Considérant que les bois et forêts classés en espaces boisés à conserver ou à protéger par les documents d'urbanisme des communes doivent pouvoir faire l'objet d'entretien et d'exploitation normale,

Considérant qu'il convient également d'assurer la pérennité de ces espaces boisés classés,

Considérant que le classement en espace boisé classé de certains terrains ne doit pas constituer un obstacle à la mise en œuvre des dispositions édictées en matière de débroussaillage pour assurer la prévention des incendies de forêt, en faciliter la lutte et en limiter les conséquences;

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

A R R E T E

Article 1er : Sont dispensées de la déclaration préalable prévue par l'article L. 130-1 du Code de l'Urbanisme, les coupes entrant dans l'une des catégories ainsi définies :

- Catégorie 1 : Coupes rases de taillis simple parvenu à maturité respectant l'ensouchemen et permettant la production de rejets suffisants pour le renouvellement du peuplement, ainsi que les coupes préparant une conversion du taillis en taillie sous futaie ou en futaie feuillue.
- Catégorie 2 : Coupes rases de peuplement résineux ou de peupleraie artificielle arrivées à maturité sous réserve d'une reconstitution de l'état boisé dans un délai de 5 ans à compter de la date de début de la coupe.
- Catégorie 3 : Coupes progressives de régénération de peuplements feuillus ou résineux arrivées à maturité, sous réserve de la reconstitution par semis naturels ou plantations dans un délai de 5 ans à compter du début de la coupe définitive.
- Catégorie 4 : Coupes d'amélioration ou d'éclaircie des peuplements feuillus et résineux traités en futaie régulière effectuées à une rotation de 5 ans minimum et prélevant au maximum le tiers du volume sur pied.
- Catégorie 5 : Coupes prélevant au maximum 30% du volume initial, et respectant ou visant un équilibre des différentes strates de hauteur du peuplement forestier (coupes de futaie irrégulière ou dites de jardinage).
- Catégorie 6 : Coupes réalisées dans les haies, les boisements linéaires de moins de 30 mètres de large et dans les bandes boisées bordant les cours d'eau sur une largeur de 30 mètres de part et d'autre des deux rives, prélevant moins du tiers du volume ou moins de la moitié des tiges sur pied et préservant la continuité écologique de la ripisylve.
- Catégorie 7 : coupes sanitaires justifiées par l'état des arbres, notamment après incendie.

Article 2 : Les catégories de coupes 1, 2 et 6 telles que définies à l'article 1^{er} ci-dessus ne sont dispensées de la déclaration préalable que si :

- les surfaces parcourues par ces coupes en un an se trouvent inférieures ou égales à 1 hectare si la pente est supérieure à 100%, ou inférieures ou égales à 5 hectares si la pente est de 40 à 100 %, ou inférieures ou égales à 10 hectares si la pente est inférieure à 40%,
- les parcelles à exploiter ne sont pas situées dans :
 - une zone urbaine ou d'urbanisation future délimitée par un document d'urbanisme rendu public ou approuvé,
 - une zone d'habitat délimitée par un plan d'urbanisme ou un projet d'aménagement approuvé,
 - une zone d'aménagement concerté faisant l'objet d'un plan d'aménagement de zone approuvé (P.A.Z.),
 - les périmètres rapprochés de captage,
 - les périmètres de protection des monuments historiques ou des bâtiments classés,
 - les périmètres de protection des sites classés ou inscrits,

Article 3 : Sont autorisées, en application des articles L. 130-1 (alinéa 8) et R. 130-1 (alinéa 6) du code de l'urbanisme, et à ce titre dispensées de la déclaration préalable prévue par les articles L. 130-1 (alinéa 5) et R. 130-1 (alinéa 1), les coupes entrant dans la catégorie suivante : « coupes et abattages d'arbres nécessaires à la mise en œuvre des dispositions relatives aux articles L. 131-7 et 8, L. 131-10 à 18, L. 133-3 et 4, L. 134-2, L. 134-4 à 6, L. 134-8 à 14, L. 134-17, L. 163-5, R. 131-5 et 6, R. 131-13 à 17, R. 134-2, R. 134-4 à 6 du code forestier, prescrivant des débroussaillements ou des dispositions relatives au débroussaillage édictés par l'autorité administrative ou judiciaire en application des mêmes articles. »

Article 4 : Toutes les coupes qui ne répondent ni aux caractéristiques définies aux articles 1 à 3, ni à celles listées à l'article L. 130.I du Code de l'Urbanisme, restent soumises à déclaration préalable conformément aux articles L. 130-1 et R. 130.1 du Code de l'Urbanisme.

Article 5 : Les arrêtés préfectoraux du 24 juillet 1979 modifié portant réglementation d'autorisation de coupes par catégories de forêts dans le département du Var et du 21 février 2011 portant dispense de déclaration préalable au titre du code de l'urbanisme pour les coupes et abattages d'arbres rendus nécessaires à la mise en œuvre du débroussaillage obligatoire et des équipements DFCI sont abrogés.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux introduit auprès du préfet du Var ou d'un recours contentieux par saisine du Tribunal administratif de Toulon, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture du Var, le directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets d'arrondissement, les maires, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur de l'agence interdépartementale de l'Office National des Forêts Alpes Maritimes-Var, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché dans les communes du département et dont ampliation sera adressée au président du Centre Régional de la Propriété Forestière et au directeur de l'agence interdépartementale de l'Office National des Forêts.

Fait à TOULON, le

30 AOUT 2012

Le PREFET

Paul MOURIER

Annexe 7. Arrêté préfectoral - haie anti dérive



PRÉFET DU VAR

**Direction départementale
des territoires et de la mer
Service de l'économie agricole
et du développement rural**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 15 MARS 2017
fixant les mesures prises pour l'application
de l'article L253-7-1 du code rural et de la pêche maritime**

Le Préfet du Var,

Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2215-1 ;
VU le règlement n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 ;
VU le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L253-1 et L253-7-1 et R253-1 et suivants et l'article D253-45-1 ;
VU l'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses ;
VU l'arrêté du 9 novembre 2004 modifié définissant les critères de classification et les conditions d'étiquetage et d'emballage des préparations dangereuses et transposant la directive 1999/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 1999 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses ;
VU l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime et en particulier les dispositions applicables aux zones non traitées ;
VU l'arrêté du 27 juin 2011 relatif à l'interdiction d'utilisation de certains produits mentionnés à l'article L.253-1 du code rural et de la pêche maritime dans les lieux fréquentés par le grand public ou les personnes vulnérables et en particulier aux distances qu'il fixe ;
VU l'arrêté du 10 mars 2016 déterminant les phrases de risque visées au premier alinéa de l'article L253-7-1 du code rural et de la pêche maritime ;
VU l'instruction technique DGAL/SDQPV/2016-80 du 27 janvier 2016 relative à l'application de mesures de précaution renforcées afin de protéger les personnes vulnérables lors de l'application de produits phytopharmaceutiques ;
VU la consultation de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en date du 26 septembre 2016 ;

Considérant les conclusions de la consultation publique conduite du 18/11/2016 au 19/12/2016 ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la Préfecture du Var ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^e

Au sens du présent arrêté, les lieux pour lesquels des mesures de protection adaptées voire des distances minimales doivent être fixées lors de traitement phytopharmaceutique sont :

- les cours de récréation et espaces habituellement fréquentés par les élèves dans l'enceinte des établissements scolaires, dans les espaces habituellement fréquentés par les enfants dans l'enceinte des crèches, des haltes-garderies et des centres de loisirs ainsi que dans les aires de jeux destinées aux enfants dans les parcs, jardins et espaces verts ouverts au public ;
- les lieux fréquentés par les personnes vulnérables dans les centres hospitaliers et hôpitaux, les établissements de santé privés, les maisons de santé, les maisons de réadaptation fonctionnelle, les établissements qui accueillent ou hébergent des personnes âgées et les établissements qui accueillent des personnes adultes handicapées ou les personnes atteintes de pathologie grave. A défaut de précision particulière, ces lieux sont définis par les bâtiments d'accueil et d'hébergement des personnes vulnérables.

ARTICLE 2

Les mesures définies dans le présent arrêté ne s'appliquent pas pour l'utilisation des produits phytopharmaceutiques à faible risque dont la liste est disponible sur le site de la Commission européenne: <http://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/> ou dont le classement ne présente que certaines phrases de risque conformément à l'arrêté ministériel du 10 mars 2016 susvisé.

ARTICLE 3

Des mesures de protection adaptées doivent être mises en œuvre lors de l'application des produits phytopharmaceutiques à proximité des lieux définis à l'article 1^e.

Ces mesures sont les suivantes :

- 1- Réaliser l'application des produits phytopharmaceutiques visés à l'article L253-1 du code rural et de la pêche maritime en dehors de la présence de personnes vulnérables, c'est-à-dire en dehors de la période de fréquentation des établissements par les dites personnes vulnérables et de l'heure qui la précède,
ou
- 2- Utiliser des moyens matériels permettant de diminuer le risque de dérive de pulvérisation dont la liste est disponible sur le Bulletin Officiel du ministère en charge de l'agriculture à l'adresse suivante : <https://info.agriculture.gouv.fr/gelei/site/bo-agri>,
ou
- 3- La présence d'une haie anti dérive continue, entre la parcelle traitée et les lieux définis à l'article 1^e, qui est implantée sur une zone d'une largeur minimum de 5 mètres. La largeur de la-dite haie peut être inférieure à 5 mètres, sa hauteur doit être supérieure à celle de la culture en place ou des équipements de pulvérisation distribuant le produit phytopharmaceutique ; la précocité de la végétation de la haie doit permettre de limiter la dérive dès les premières applications.
L'homogénéité de la haie (hauteur, largeur, densité du feuillage) et l'absence de trous dans la végétation doivent être effectives.
ou
- 4- L'utilisation de pulvérisateur à jet porté ou projeté, lorsque le jet est dirigé exclusivement en direction opposée aux limites physiques des lieux ou établissements définis à l'article 1^e.

ARTICLE 4

Pour l'application de l'article L253-7-1 du code rural et de la pêche maritime et en l'absence des mesures de protection adaptées définies à l'article 3, la distance minimale en deçà de laquelle il est interdit d'utiliser les produits phytopharmaceutiques, à proximité des lieux définis à l'article 1^e est fixée à :

- 20 mètres pour l'arboriculture
- 20 mètres pour la viticulture

- 5 mètres pour les cultures basses (cultures maraîchères, grandes cultures,...)

Ces distances peuvent être réduites et ramenées :

- à 0 mètre en dehors de la présence de personnes vulnérables, c'est-à-dire en dehors de la période de fréquentation des établissements par les dites personnes vulnérables et de l'heure qui la précède (mesure définie à l'alinéa 1^e de l'article 3),
- jusqu'à 5 mètres dans le cas de la viticulture et l'arboriculture, si les mesures de protection adaptées définies aux alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3, utilisées seules ou combinées entre elles, sont mises en place. Pour la mesure définie de protection visée à l'alinéa 4 de l'article 3, la mesure doit être appliquée jusqu'à une distance de 20 m pour la viticulture et l'arboriculture.

Les structures confinées de type serre ou tunnel fermé ne sont pas concernées par ces dispositions.

ARTICLE 5

Des mesures de protection physiques doivent obligatoirement être mises en place par tout responsable de nouvelle construction d'un établissement visés à l'article 1er, en bordure de parcelle pouvant faire l'objet de pulvérisation de produits phytopharmaceutiques à l'exception de ceux mentionnés à l'article 2 du présent arrêté.

Ces mesures s'appliquent également aux constructions faisant l'objet de changement de destination ou de mutation pour constituer un établissement visé à l'article 1er. Elles s'appliquent également aux extensions de bâtiment et de construction d'annexes quand elles modifient les distances minimales requises par le présent arrêté.

Ces mesures doivent être décrites dans le permis de construire du dit établissement.

Une haie anti dérive telle que définie au point 3 de l'article 3 est considérée comme une mesure de protection physique adaptée.

ARTICLE 6

Il appartient au maire de chaque commune du département :

- de rendre publique, par affichage ou tout autre moyen, la liste des lieux définis à l'article 1er localisés sur le territoire de sa commune et concernés par l'application du présent arrêté et de l'adresser à la chambre départementale d'agriculture,
- de faire connaître par tous moyens aux exploitants agricoles et à la chambre départementale d'agriculture, les horaires et jours de présence des personnes vulnérables dans les établissements listés à l'alinéa précédent, sur la base des dates et créneaux horaires communiqués par le chef d'établissement.

ARTICLE 7

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

ARTICLE 8

La Secrétaire Générale de la Préfecture du Var, les Sous-Prefets d'arrondissement, le Directeur Régional de l'Alimentation de l'Agriculture et la Forêt de la région PACA, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du département du Var, les Maires des communes du département du Var, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et le Commandant du groupement de gendarmerie du Var sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Var.

Fait à Toulon, le

15 MARS 2017



Jean-Luc VIDELAINE

Annexe 8. Arrêté préfectoral – RDDECI



PREFET DU VAR

PREFECTURE DU VAR

Cabinet du préfet

Service Interministériel de Défense
et de Protection Civile (SIDPC)

ARRETE PREFECTORAL n° 2017/01-004 du 8 février 2017 PORTANT APPROBATION DU REGLEMENT DEPARTEMENTAL DE DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE DU VAR

Le Préfet du Var,
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2213-32, L 2225-1 à L 2225-4, L 5211-9-2-I, R 2225-1 à R 2225-10 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment le livre VII dans ses parties législative et réglementaire ;

Vu le code de l'urbanisme, article R.111-2 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment son livre 1^{er}, titre II, chapitres I à III, dans ses parties législative et réglementaire ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L211-1, L214-1 et suivants et L214-8 ;

Vu le décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie ;

Vu l'arrêté du 1^{er} février 1978 modifié approuvant le règlement d'instruction de manœuvre des sapeurs-pompiers communaux ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements publics ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 novembre 2007 portant approbation du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques du Var ;

Vu l'arrêté n° INTE 1522200A du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de défense extérieure contre l'incendie et abrogeant la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951, la circulaire du 20 février 1957 relative à la protection contre l'incendie dans les communes rurales et la circulaire du 9 août 1967 relative au réseau d'eau potable, protection contre l'incendie dans les communes rurales ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2015 portant approbation du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours du Var ;

Vu la délibération du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Var n° 16-99 en date du 20 décembre 2016 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Var et de Madame la présidente du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Var,

ARRÈTE

Article 1 : Le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) annexé au présent arrêté est approuvé. *Il est communiqué aux sites en préfecture du Var.*

Article 2 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

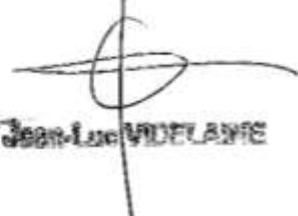
Article 3 : Le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Var ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon (5 rue Racine – BP 40510 83 041 TOULON CEDEX 9).

Article 4 : La secrétaire générale de la préfecture du Var, le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Var, les sous-préfets de Draguignan et de Brignoles, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur du service départemental d'incendie et de secours du Var, les maires du département du Var, les présidents d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

TOULON, le 05/01/17

Le Préfet,



Signature of Jean-Luc VIDELAYRE

Annexe 9. Liste des espèces végétales exotiques envahissantes (EVÉE)

EVÉE de la catégorie Majeure en région PACA	Nom Commun	Date d'introduction (France ou Europe)	Source	Dorigine géographique	Région méditerranéenne							
					04	05	06	07	08	09	10	11
En milieux naturels et semi-naturels												
<i>Acacia dealbata</i> Link	Mimosa argentea	Fried, 2012	Australie	X						1	1	1
<i>Acer negundo</i> L.	Erable négundo	Ferez, 2006	Améri. du Nord	X				1	1	1	1	1
<i>Alliaria officinalis</i> (Mill.) Swingle	Alliante	Muller, 2004	Asie	X	X	X	X	1	1	1	1	1
<i>Ambrosia artemisiifolia</i> L.	Ambroisie à feuilles d'artémisie	Muller, 2004	Améri. du Nord	X			X	X	1	1	1	1
<i>Amorpha fruticosa</i> L.	Amorphe baumiermeière	Ferez, 2006	Améri. du Nord	X			X	1	1	1	1	1
<i>Artemisia vulgaris</i> Lamotte	Armoise des Frères Verdot	Iris Flora, 2012	Asie	X			X	X	1	1	1	1
<i>Baccharis halimifolia</i> L.	Sénéçon en abreuvoir	AME & ARPE-PACA, 2003	Améri. du Nord	X	X	X	X	X	1	1	1	1
<i>Bidens frondosa</i> L.	Bidens à fruits noirs	Muller, 2004	Améri. du Nord	X			X	X	1	1	1	1
<i>Buddleja</i> sp. David	Buddleja du père David	Muller, 2004	Asie	X			X	X	1	1	1	1
<i>Carpobrotus</i> spp. (indus <i>C. acinaciformis</i> , <i>C. edulis</i> et <i>C. edulis</i> forma <i>x</i> <i>C. edulis</i>)	Gribouille de sorcière	XIX	Afrique	X	X	X	X	X	1	1	1	1
<i>Convolvulus</i> <i>sejunctus</i> (Schult. & Schult.f.) Asch. & Graebn.	Herbe de la Pampa, Roseau à plumes	1857	AME & ARPE-PACA, 2003	Améri. du Sud	X		X	X	1	1	1	1
<i>Cyperus eragrostis</i> Lam.	Souchet robuste	-	Améri. du Sud	X	X	X	X	X	1	1	1	1
<i>Hedychium</i> spp. (indus <i>H. tuberosum</i> et <i>H. teretifolium</i>)	Topinambour	1617	Fried, 2012	Améri. du Nord	X		X	X	1	1	1	1
<i>Lapsana communis</i> subsp. <i>intermedia</i> (M. Bieb.) Hayek	Lapsane intermédiaire	-	Europe	X			X	X	1	1	1	1
<i>Lomatium nudicaule</i> du Japon	Chêvreépée du Japon	-	Asie	X	X	X	X	X	1	1	1	1
<i>Lunaria peregrina</i> (Kunth) P.-H. Raven (indus <i>l. subsp. montiventris</i> (Sporenq.) P.-H. Raven)	Jussieu rampante	XIX	Muller, 2004	Améri. du Sud	X		X	X	1	1	1	1
<i>Medicago arborea</i> L.	Luzerne arborecente	-	Basam. médi.				X	X	1	1	1	1
<i>Opuntia ficus-indica</i> (L.) Mill.	Figue de Barbarie	1548	Ville de Nice	Améri. du Nord			X	X	1	1	1	1
<i>Opuntia stricta</i> (Haw.) Haw.	Oponce	Dubut XIX	Ville de Nice	Améri. du Sud			X	X	1	1	1	1
<i>Ornithodoros</i> sp.	Ornithodore à deux épous	1802	Muller, 2004	Améri. du Sud	X	X	X	X	X	1	1	1
<i>Paspalum distichum</i> L.	Paspalum pied-de-chèvre		Arriague				X	X	X	1	1	1
<i>Rubus pseudofractea</i> L.	Robinière fleur-accacia, Carragno	1601	Muller, 2004	Améri. du Nord	X			X	1	1	1	1
<i>Solidago gigantea</i> Aitton	Tête d'or	1780	Ferez, 2006	Améri. du Nord	X			X	1	1	1	1
<i>Sympatichachum x salignum</i> (Willd.) M. Nelson (= nov.-belgii aust.)	Aster à feuilles de soulie	-	-	Améri. du Nord	X			X	1	1	1	1

Nom commun	Date d'introduction (France ou Europe)	Sous-espèce										Région alpine	Région méditerranéenne	
		04	05	06	08	13	64							
Ex-vivis naturels et semi-naturels														
<i>Agave americana</i> L.	XVI	Maroc à Lebny, 2010	Armén. du Nord			x	x	1	1	1	1	Absente	Modérée	
<i>Amelanchier</i> spp. (inclus <i>A. alnus</i> , <i>A. hybridus</i> et <i>A. retroflexa</i>)	-	-	Armén. du Nord	x		x	x	1	1	1	1	Modérée	Modérée	
<i>Artemisia annua</i> L.	-	Europe	x		x	x	1	1	1	1	1	Prévention	Modérée	
<i>Artemisia herba-alpina</i> L.	-	Afrique	x	x	x	x	x	1	1	1	1	Absente	Modérée	
<i>Azolla filiculoides</i> Lam.	1880	Miller, 2004	Armén. du Nord	x					1	1	1	Absente	Modérée	
<i>Bromus catharticus</i> Vahl	1914	Miller, 2004	Armén. du Sud	x		x	x	1	1	1	1	Modérée	Modérée	
<i>Bunias orientalis</i> L.	1852	Pichet,	Europe			x	x	1	1	1	1	Modérée	Alerte	
<i>Cedrus atlantica</i> (Manetti ex Endl.) Carrrière	Milieu du XIX	Courbet, 2012	Armén. du Nord	x		x	x	1	1	1	1	Alerte	Modérée	
<i>Chenopodium amplexicaule</i> L.	-	-	Armén. du Nord				x		1	1	1	Absente	Modérée	
<i>Comiza</i> spp. (inclus <i>C. canadensis</i> , <i>C. bonariensis</i> et <i>C. sonchifolia</i>)	1650	Ferrere, 2008	Armén. du Nord			x	x	x	1	1	1	1	Modérée	Modérée
<i>Datura stramonium</i> L.	Officinalie	-	Armén. du Nord	x		x	x	1	1	1	1	Modérée	Modérée	
<i>Engrailed annuum</i> (L.) Desf. (inclus les subsp. <i>annuum</i> et <i>septentrionalis</i>)	1785	Fried, 2012	Armén. du Nord	x	x	x	1	1	1	1	1	Alerte	Modérée	
<i>Euphorbia</i> spp. exotiques (inclus <i>E. phyllocephala</i> , <i>E. heterophylla</i> , <i>E. prostrata</i> , <i>E. serpens</i> , <i>E. serpens</i> Kurin var. <i>serpens</i> , <i>E. serpens</i> var. <i>dasyphylla</i> , <i>E. divaricata</i>)	-	-	Armén. du Nord	x		x	x	1	1	1	1	Modérée	Modérée	
<i>Ligustrum lucidum</i> W. T. Aiton	-	Troène laissant	Azie	x		x	x	1	1	1	1	Prévention	Modérée	
<i>Oenothera</i> sp. bennies s.l. (inclus <i>O. biennis</i> , <i>O. biennis</i> var. <i>biennis</i> , <i>O. biennis</i> var. <i>pyracantha</i> , <i>O. glazioviana</i> , <i>O. villosa</i> , <i>O. parviflora</i>)	Ornages (feuilles jaunes)	XVII	Ferrere, 2006	Armén. du Nord		x	x	1	1	1	1	Modérée	Modérée	
<i>Panicum capillare</i> L.	1802	Fried, 2012	Armén. du Nord	x		x	x	1	1	1	1	Alerte	Modérée	
<i>Panicum ciliatum</i> L.	-	Vigne-vierge	Armén. du Nord	x		x	x	1	1	1	1	Alerte	Modérée	
<i>Paspalum dilatatum</i> Poir.	1837	Miller, 2004	Armén. du Sud	x		x	x	1	1	1	1	Prévention	Modérée	
<i>Phytolacca americana</i> L.	Raisin	1615	Tela	Botanica	Nord	x	x	x	1	1	1	Prévention	Modérée	
<i>Phragmites australis</i> St.-P. nigra	Pin noir d'Autriche	1836	Tela	Botanica	Europe	x		x	1	1	1	Modérée	Modérée	
<i>Pitcairnia tomentella</i> (Thunb.) W. T. Aiton	-	-	Azie	x		x	x	x	1	1	1	Absente	Modérée	
<i>Platanus x hispanica</i> Mill. ex Münch.	Platane	XVII	Tela	Botanica	Europe	x		x	1	1	1	Modérée	Modérée	
<i>Pyracantha coccinea</i> M. Roem.	d'Espagne	1913	Fried, 2012	Bassin med.	x	x	x	x	1	1	1	Alerte	Modérée	
<i>Solanum inaequidens</i> DC.	Solanum sud-africain	1935	Miller, 2004	Afrique	x	x	x	x	1	1	1	Alerte	Modérée	

Nom commun	Date d'introduction en France ou Europe	Source	Région méditerranéenne						
			04	05	06	83	13	84	Région alpine
<i>Solanum chenopodioides</i> Lam.	-	Amer., du Sud	x	x	x	x	x	x	Moderée
<i>Sympphytum squamatum</i> (Spreng.) G.L.Nesom	-	Amer., du Sud	x	x	x	x	x	x	Moderée
<i>Veronica persica</i> Poir.	XIX	Tela Botanica	x	x	x	x	x	x	Moderée
<i>Vitis rupestris</i> Schlecht.	-	Vigne des rochers	Amer., du Nord	x	x	x	x	x	Moderée
<i>Xanthium orientale</i> subsp. <i>italicum</i> (Moretti) Greuter	-	Lampourde à gros fruits	Amer., du Nord	x	x	x	x	x	Moderée
<i>Yucca glauca</i> L.	-	Yucca	Amer., du Nord	x	x	x	x	x	Moderée
Seulement en milieux fortement anthropisés									
<i>Berberis incana</i> (L.) DC.	1850	Fenzl, 2006	Europe			x	x	x	Moderée
<i>Crepis bursifolia</i> L.	-	Crépide à feuilles de capsaïe	Bassin méd.			x	x	x	Pas envahissante
<i>Malva sylvestris</i> DC.	1860	Fenzl, 2006	Asie			x	x	x	Moderée
<i>Nothoscordum borbonicum</i> Kunth	-	All de Naples	Amer., du Sud			x	x	x	Alerie
<i>Oxalis articulata</i> Savigny	-	Oxalis articulata	Amer., du Sud			x	x	x	Moderée
<i>Sorghum halepense</i> (L.) Pers.	-	Sorgho d'Alep	Bassin méd.			x	x	x	Moderée
<i>Xanthium spinosum</i> L.	-	Lampourde épineuse	Amer., du Sud			x	x	x	Prévention

Nom commun	Source	Date d'introduction (France ou Europe)	En milieux naturels et semi-naturels										Région méditerranéenne	
			04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	
<i>Achillea cattienensis</i> Waisl. & Kit.	Aublisse à feuilles de Crithme	-		Europe	x				x	1	1	1	1	Absente
<i>Altemannia phloxoides</i> (Mars.) Griseb.	Hérite à aiguillette	1983	Georges, 2004	Améri. du Sud	x	x						1	1	Emergente
<i>Ambrosia paluostachya</i> DC.	Ambroisie à épis issées	1897	Pichet, 2001	Améri. du Nord	x			x	x	1	1	1	1	Absente
<i>Bromus inermis</i> Leyss.	Echteinecione inermie	-		Europe	x	x		x	x	1	1	1	1	Prévention
<i>Deltotea ockendenii</i> Lem.	Lierre d'Allemagne	-		Afrique			x	x		1	1	1	1	Majeure
<i>Egeria densa</i> Planck.	Egeria, Elodee dense	1919	Muller, 2004	Améri. du Sud	x					1	1	1	1	Prévention
<i>Elatospinus angustifolia</i> L.	Olivier de Bohème, Autre d'Asie	-		Europe	x		x	x	x	1	1	1	1	Absente
<i>Elodia aristigera</i> (L.) Kengüelen	Asperge à feuilles de myrte	XIX	Ville de Nice	Afrique			x	x		1	1	1	1	Absente
<i>Elodea canadensis</i> Michx.	Elodea du Canada	1845	Muller, 2004	Améri. du Nord	x			x	x	1	1	1	1	Emergente
<i>Elodea nuttallii</i> (Pursh.) H. St. John	Elodea à feuilles étoilées	1973	Fernez, 2006	Améri. du Nord	x					1	1	1	1	Prévention
<i>Engenian kavirnikianus</i> DC.	Vergénette de Karváriki	-		Améri. du Nord	x		x	x	x	1	1	1	1	Prévention
<i>Fallopia baldschuanica</i> (Regel) Holub (inclus F. subsp?)	Rouleau d'Albert	-		Asie										Prévention
<i>Freesia alba</i> (G. L. Mey.) Grumbelion	Freesia	-		Iles canaries	x		x	x		1	1	1	1	Absente
<i>Hakea salicifolia</i> (Vem.) B. L. Burtt.	Hakea à feuilles de saule	-		Australie			x			1			1	Absente
<i>Hakea sericea</i> Schrad. & J. C. Wendl.	Hakea soyeux	-		Australie			x			1	1		1	Absente
<i>Heracleum mantegazzianum</i> Sommer & Levier	Borée du Caucase	XIX	Muller, 2004	Europe	x		x	x	x	1	1	1	1	Alerte
<i>Heptaptera imosae</i> (Sw.) Wild.	Heptaptera imosae	1987	Cirad	Améri. du Sud	x	x	x	x	x					Absente
<i>Heptaptera reutimannii</i> Ruz & Pav.	Heptaptera reutimannii	1989	Cirad	Améri. du Sud	x	x	x	x	x					Absente
<i>Impatiens batatas</i> (Hook. f.	Impatiens batatas	1901	Fried, 2012	Asie	x		x	x	x	1	1	1	1	Emergente
<i>Lagarophyton major</i> (Ridl.) Moss	Grand lagarophyton	1960	Muller, 2004	Afrique	x					1			1	Prévention
<i>Lemna minor</i> Kunth	Lentille d'eau minuscule	1965	Muller, 2004	Améri. du Sud	x					1	1	1	1	Prévention
<i>Ludwigia grandiflora</i> (Michx.) Greuter & Burdet (inclus la subsp. <i>hexapetala</i> (Hook. & Arn.) G.L.Nesom & Kartesz)	Jasne à grandes fleurs	1820	Fernez, 2006	Améri. du Sud	x	x				1	1	1	1	Prévention
<i>Mimulus glaucescens</i> Fisch. ex DC.	Mimule tacheâtre	1824	NOBANS, 2010	Améri. du Nord	x		x	x	x	1			1	Emergente
<i>Myriophyllum aquatum</i> (Vell.) Verdc.	Myriophytle aquatique	1960	Muller, 2004	Améri. du Sud	x					1	1	1	1	Prévention

EVÉE de la catégorie Emergente en région PACA	Nom commun	Source	Date d'introduction (France ou Europe)	Région méditerranéenne							
				04	05	06	03	13	84	Région alpine	
<i>Paraserianthes lophantha</i> (Willd.) I.C.Nielsen	<i>Albizia de plurias</i>	-	Australie							Absente	
<i>Periplaco greca</i> L.	Bourreau des arbres	-	Bassin méd.	x	x					Emergente	
<i>Peristis pyrenaicus</i> (L.) G.López	Pélisse odorant	-	Bassin méd.	x						Emergente	
<i>Phragmata himalaya</i> Tern.	Grasseille à fleurs pollues	-	Bassin méd.	x						Emergente	
<i>Pteris hypoleuca</i> W.C.Shih	-	-	Asie	x						Emergente	
<i>Reynoutria</i> spp. (inclus <i>R. japonica</i> , <i>R. sachalinensis</i> et <i>R. x bohemica</i>)	Renouée du Japon, Renouée de Sakhaline, Renouée de Bohème)	XIX Müller, 2004	Asie	x						Majeure	
<i>Sapindus oahuensis</i> (Lam.) Baill.	Muguet des palmiers	XX Sénégal 1936	Tela Botanica Ville de Nice	Améri., du Sud	x	x	x	x	x	Emergente	
<i>Senecio angulatus</i> L.f.	Senegon à feuilles triangulaires	1936 Sénégal à feuilles triangulaires	Ville de Nice	Améri., du Sud	x	x	x	x	x	Absente	
<i>Senecio dentoides</i> Less.	Sicyos angulosus	1936 Concorde, Concorde anguleux	Améri., du Sud	x	x	x	x	x	x	Emergente	
<i>Sporopholus indicus</i> (L.) R.Br.	Sporophole fertile	1991 Anguleux	Fried, 2012	Améri., du Nord	x	x	x	x	x	Absente	
<i>Sporopholus virginicus</i> (Torr. ex A.Gray) All.Wood	Sporophole engaine	1882 Chirident de boeuf	Fried, 2012	Australie	x	x	x	x	x	Prévention	
<i>Stenoptaphrum secundatum</i> (Walter) Kunze	-	-	Afrique							Emergente	
<i>Vitis vulpina</i> L. (syn. de <i>V. riparia</i> (Michx))	Vigne	-	Améri., du Nord	x			x	x	x	Absente	
<i>Wigandia caracasana</i> Kunth	Caracous Wigandia	-	Améri., du Nord	x	x	x	x	x	x	Absente	
Seulement en meilleurs fortement anthropisés											
<i>Bidens subalternans</i> DC.	Bident à folioles subalternes	-	Améri., du Sud				x	x	1	1	Absente
<i>Dasyphyllum villosum</i> (L.) P.Candargy.	Ble velu	-	Europe				x	x	1	1	Absente
<i>Duchesnea indica</i> (Andrevs.) Focke	Fraiser d'Inde	-	Asie				x	x	1	1	Absente

Date d'introduction (France ou Europe)	Nom commun	Source	État milieux naturels et semi-naturels							Risque en région PACA
			4	5	6	7	8	9	10	
Étaux courantes ou stagmatantes	<i>Acacia baileyana</i> F. Muell.	Mimosa de Bailey	-	-	Australie		x	x	1	Alerte
Étaux aquatiques	<i>Acacia longifolia</i> (Andrews) Wild.	Mimosa à longues feuilles	-	-	Australie	x	x	x	1	Alerte
Étaux humides	<i>Acacia melanoxylon</i> R.Br.	Acacia à bois dur	-	-	Australie	x	x	x	1	Alerte
Forêts	<i>Acacia paradoxa</i> DC.	Epine de Kangourou	-	-	Australie		x	x	1	Alerte
Prairies humides	<i>Acacia pycnantha</i> Benth.	Mimosa doré	-	-	Australie		x	x	1	Alerte
Prairies, pelouses sèches et garrigues	<i>Acacia retinodes</i> Benth.	Mimosa nigrinuk	-	-	Australie	x	x	x	1	Alerte
Dunes côtières et plages de sable	<i>Acacia saligna</i> (Lambl.) H.L.Wendl.	Mimosa à feuilles de Saule	-	-	Australie	x	x	x	1	Alerte
Marais, tourbières, butares	<i>Achillea mpendulinia</i> Lam.	Achillea de Fougeret	-	-	Europe		x	x	1	Alerte
Berges	<i>Aeonium spp. (indus A arboreum et A. Haworthii)</i>	Ville de Nice	1994	les Canaries		x	x	x	1	Alerte
Marais, tourbières, butares	<i>Agave de Salm</i>	Agave de Salm	-	-	Amériq. du Nord		x	x	1	Alerte
Marais, tourbières, butares	<i>Alnus cordata</i> (Loisel.) Duby	Aulne à feuilles en cœur	-	-	Bassin méd.	x	x	x	1	Alerte
Forêts	<i>Alnus</i>	Aloé	-	-	Afrique		x	x	1	Alerte
Prairies humides	<i>Ambrosia arborescens</i>	Ambroisie à petites feuilles	-	-	Amériq. du Sud		x	x	1	Alerte
Prairies humides	<i>Ammanita robusta</i> Heer & Regel	Ammanite robuste	-	-	Amériq. du Nord	x	x	x	1	Alerte
Prairies humides	<i>Ammanita</i>	Ammanite écarlate	-	-	Amériq. du Nord	x	x	x	1	Alerte
Forêts	<i>Apionia cordifolia</i> (L.) Schwantes	Ficocèle à feuilles en cœur	-	-	Afrique		x	x	1	Alerte
Forêts	<i>Aristolochia atlantica</i> Desf.	Aristolochie élevée	-	-	Bassin méd.		x	x	1	Alerte
Forêts	<i>Asclepias syriaca</i> L.	Herbe à la ouate, pernuches	XVII	2006	Amériq. du Nord	x		x	1	Alerte
Forêts	<i>Amplexicaulis</i>	Armoche des jardins	-	-	Asie	x	x	x	1	Alerte
Forêts	<i>Bidens connata</i> Muhlenb. ex Willd.	Bidens à feuilles communes	Fin XIX	2006	Amériq. du Nord	x		x	1	Alerte
Forêts	<i>Broussonetia papyrifera</i> (L.) Vent.	Mûrier à papier	1766	-	Asie	x		x	1	Alerte
Forêts	<i>Chasmarrhinus aestropiloca</i> (L.) N.E.Br.	Chasmarrhinus	-	-	Afrique		x	x	1	Alerte
Forêts	<i>Chasmarrhinus bicolor</i> (Gasp. ex Tan.) N.E.Br.	Chasmarrhinus	-	-	Afrique		x	x	1	Alerte
Forêts	<i>Chasmarrhinus forficula</i> (Salisb.) N.E.Br.	Chasmarrhinus	-	-	Afrique		x	x	1	Alerte

Annexe 10. Liste des espèces végétales exotiques potentiellement envahissantes (EVEpotE)

EVEpotE de la catégorie Alerté en région PACA	Nom commun	Source	Droits géographiques												Risque en région PACA	
			Europe	Amérique du Nord	Asie	Afrique	Australie	Océanie	Amérique du Sud	Asie	Afrique	Australie	Océanie	Amérique du Nord		
<i>Chrysanthemoides monilifera</i> (L.) Norl.	Faux Chrysanthème	-	Afrique		x					1	1				Alerte	20
<i>Commelinia communis</i> L.	Commelinine commune	-	Asie		x					1	1				Alerte	23
<i>Convolvulus sabatius</i> Vn.	Liseron de Mauritanie	-	Afrique		x					1	1				Alerte	20
<i>Cotonéaster Franchetii</i> Boiss.	Cotonéaster de Franchet	-	Asie	x	x	x	x	x	1	1	1	1	1	Alerte	31	
<i>Cotonéaster frigidus</i> Wall. ex Lindl.	Cotonéaster des fririas	-	Asie		x			x		x		x			Alerte	31
<i>Cotonéaster horizontalis</i> Dene.	Cotonéaster horizontal	-	Asie		x			x	x	1	1				Prévention	31
<i>Cotonéaster lecontei</i> W. W. Sm.	Cotonéaster de Paeney	-	Asie		x			x		x		x			Alerte	31
<i>Cotonéaster amomum</i> Baker	Cotonéaster amomum Baker	-	Asie		x			x		x		x			Alerte	31
<i>Cotyledon orbiculata</i> L.	Nantrill de venus	-	Afrique			x				1	1				Alerte	27
<i>Cyperus difformis</i> L.	Souchet difforme	-	Asie	Sud	x			x	x			1	1		Alerte	26
<i>Cyperus glomeratus</i> L.	Souchet aggloméré	-	Europe		x			x				1	1		Alerte	27
<i>Cyperus reflexus</i> Vahl	Souchet refléchi	-	Asie	Nord	x			x				1	1		Alerte	27
<i>Dioscorea bulbifera</i> L.	Paqueminier	-	Asie			x		x				1	1		Alerte	28
<i>Dysphania pumilio</i> (R Br.) Mosyakin & Clements	Chenopode couche	-	Australie	x	x			x	x	1	1	1	1		Alerte	24
<i>Eriope prostrata</i> (L.) L.	Épingle blanche	-	Amérique		x			x	x			1	1	1	Alerte	30
<i>Erythrina crista-galli</i> Lam.	Erythrina dressée	-	Asie	Sud	x			x	x			1	1	1	Alerte	30
<i>Gentianella campestris</i> (Marq.) Salmerón	Jacinthe d'eau	-	Australie									1	1	1	Alerte	31
<i>Enagrostis pectinacea</i> (Mitch.) Nees	Enagrostis en pétigne	-	Asie									1	1	1	Alerte	28
<i>Eucalyptus globulus</i> Labill.	Eucalyptus plus	-	Australie		x			x		1	1	1	1		Alerte	29
<i>Euonymus japonicus</i> L.f.	Fusain du Japon	-	Asie		x			x		1	1	1	1		Alerte	25
<i>Gallegia officinalis</i> L.	Saintpaul d'Espagne	-	Europe		x			x		1	1	1	1		Alerte	28
<i>Gaura amaranthoides</i> Egelm. & A. Gray	Gaura de Lindheimer	-	Améri. du Nord		x			x		x		x			Alerte	27
<i>Gazania rigens</i> (L.) Gaertn.	Gazania	-	Afrique					x	x			1	1		Alerte	31
<i>Gleditsia triacanthos</i> L.	Fèvier d'Amérique	-	Améri. du Nord	Du Nord	x			x		x		1	1	1	Alerte	31
<i>Heliotropium curassavicum</i> L.	Héliotrope de Curacao	-	Asie		x			x		x		x			Alerte	31

EVEpolIE de la catégorie Alerte en région PACA	Nom commun	Date d'introduction (France ou Europe)	Source	Droits géographique								Région méditerranéenne	Score Weber & Gut	Risque en région PACA
					04	05	06	03	13	84	Région alpine			
<i>Hemerocallis fulva</i> (L.) L.	Hémérocalle fauve	-	Asie	x	x	x	x	x	x	1	1	1	1	Elevé
<i>Iberis sempervirens</i> L.	Ibéris toujours feuillue	-	Bassin méd.				x	x	x	1	1	1	Alerter	32
<i>Impatiens glandulifera</i> Royle	Balsamine de l'Himalaya	1842	Müller, 2004	Asie	x			x	x	1	1	1	Absente	23
<i>Impatiens parviflora</i> DC.	Balsamine à petites fleurs	1870	Müller, 2004	Asie	x			x	x	1	1	1	Alerter	31
<i>Ipomoea indica</i> (Burm.) Merr.	Ipomée des Indes	-		Amériq. du Sud	x			x	x	1	1	1	Prévention	31
<i>Juncus tenuis</i> Willd.	Jonc grêle, Jonc fin	1820	Fenzl., 2006	Amériq. du Nord	x			x	x	1	1	1	Alerter	31
<i>Lathyrus incurvus</i> (Roth) Willd.	Gesse recourbée	Milie u XX	Coulot et al., 2009	Asie	x			x	x	1	1	1	Absente	25
<i>Lantana camara</i> L.	Lantane, Queue de chat	-	Asie				x	x	x	1	1	1	Absente	22
<i>Lavandula dentata</i> L.	Lavande dentée	-	Bassin méd.	x			x	x	x	1	1	1	Alerter	27
<i>Lepidium virginicum</i> L.	Passerage de Virginie	1840	-	Amériq. du Nord	x			x	x	1	1	1	Alerter	21
<i>Lindernia dubia</i> (L.) Pennell	Lindernie fausse-gratiote	1850	Fried., 2012	Amériq. du Nord	x			x	x	1	1	1	Alerter	24
<i>Mahonia aquifolium</i> (Pursh) Nutt.	Mahonia faux-houx	-		Amériq. du Nord	x			x	x	1	1	1	Alerter	30
<i>Mersilae drummondii</i> A. Braun	Treille d'eau de Drummond	-	Australie	x			x	x	x	1	1	1	Absente	29
<i>Najas gracillima</i> (A. Braun ex Engelm.) Magnus	Najade très grêle	-	Amériq. du Nord	x			x	x	x	1	1	1	Alerter	21
<i>Najas indica</i> (Willd.) Cham.	Najade indica	1960	Mouronval & Baudouin, 2010	Asie	x			x	x	1	1	1	Absente	21
<i>Nicotiana glauca</i> Graham	Tabac glauque	-	Amériq. du Sud	x			x	x	x	1	1	1	Alerter	29
<i>Oenothera rosea</i> L'Hér. ex Aitton	Oenotière rosée	-	Amériq. du Nord	x			x	x	x	1	1	1	Alerter	21
<i>Opuntia engelmannii</i> Salm-Dyck ex Engelm.	Opance	-	Amériq. du Nord				x	x	x	1	1	1	Alerter	31
<i>Panicum dichotomiflorum</i> Michx.	Panic à fleurs dichotoimes	1960	Fried., 2012	Amériq. du Nord	x			x	x	1	1	1	Alerter	28
<i>Panicum hillmanni</i> Chase	Panic de Hillmann	-	Amériq. du Nord	x			x	x	x	1	1	1	Alerter	28
<i>Passiflora caerulea</i> L.	Passiflore	-	Amériq. du Sud	x			x	x	x	1	1	1	Alerter	28

Nom commun	Source	Date d'introduction (France ou Europe)	Origine géographique	Évaluation de la catégorie Alerté en région PACA								Score Weber & Gut	Risque en région méditerranéenne	Risque en région PACA	
				04	05	06	08	13	84	Région alpine	Région méditerranéenne				
<i>Phoenix canariensis</i> hot ex Chahaud	Dattier, Palmier	-	Afrique	x						1	1	1	Alerie	29	Elevé
<i>Phyllospadix</i> (Schrad.) Meikle	Erba-Lugia americana	XIX	Fined, 2012			x				1	1	1	Alerie	34	Elevé
<i>Phyllostachys</i> spp. (<i>Inclus P. aurea</i> , <i>P. bambusoides</i> , <i>P. mitis</i> , <i>P. nigra</i> , <i>P. viridis-hirsutissima</i>)	Bambous	-	Asie			x				1	1	1	Alerie	32	Elevé
<i>Pistia stratiotes</i> L.	Laitue d'eau	-	Sud	Améri. du Sud		x		x		1	1	1	Alerie	29	Elevé
<i>Phytolacca orientalis</i> (L.) Franco	<i>Thuya de Chine</i>	-	Asie			x		x		1	1	1	Alerie	31	Elevé
<i>Pinus leucodermis</i> L.	Laurier-cerise, Laurier-palme	1560	Fierez, 2006	Asie		x		x		1	1	1	Alerie	30	Elevé
<i>Pteris vittata</i> L.	Pteris rubanei	-	Asie			x		x		1			Alerie	27	Intermédiaire
<i>Philostemone graminoides</i> (Cirillo) Soják	Chardon faux ginsépium	-	Bassin mdd.			x		x		1	1		Alerie	28	Elevé
<i>Rumex cristatus</i> DC.	Patience à crêtes	-	Bassin mdd.			x		x		1	1	1	Alerie	29	Elevé
<i>Sesbania punicea</i> (Cav.) Benth. d'Hyères	Flamboyant	-	Améri. du Sud			x		x		1			Alerie	30	Elevé
<i>Setaria italica</i> (L.) P Beauvois	Millet des céréales	-	Asie			x		x		1	1	1	Alerie	22	Intermédiaire
<i>Setaria parviflora</i> (Poir.) Kerguélen	Sétaire à petites fleurs	-	Améri. du Nord			x		x		1	1	1	Alerie	22	Intermédiaire
<i>Solidago canadensis</i> L.	Tête d'or	1650	Fierez, 2006	Améri. du Nord		x		x		1	1	1	Prévention	36	Elevé
<i>Symplocarpus atrobus</i> (L.) S.F.Blaek.	Arbre aux pieds	1817	Gibert, 1995	Améri. du Nord		x		x					Alerie	31	Elevé
<i>Tamarix parviflora</i> DC.	Tamaris à petites fleurs	-	Asie			x		x		1	1	1	Alerie	31	Elevé
<i>Tamarix ramosissima</i> Ledeb.	Tamaris très ramifié	-	Asie			x		x			1		Alerie	33	Elevé
<i>Trachelium caeruleum</i> L.	Trachelium bleu	-	Bassin mdd.			x		x		1	1		Alerie	23	Intermédiaire
<i>Tradescantia fluminensis</i> Vell.	Éphémère de Rio	-	Sud	Améri. du Sud		x		x		1	1		Alerie	31	Elevé
<i>Yucca filamentosa</i> L.	Yucca	-	Nord	Améri. du Nord		x		x		1			Alerie	32	Elevé
<i>Zantedeschia aethiopica</i> (L.) Spreng.	Richarde	-	Afrique			x		x		1			Alerie	25	Intermédiaire
Seulement en milieux fortement anthropisés															
<i>Abutilon theophrasti</i> Medik.	Abutilon d'Aviscione	-	Asie			x		x		1	1	1	Alerie	27	Intermédiaire
<i>Aabe maculata</i> All.	Aabe maculé	-	Afrique			x		x		1	1		Alerie	22	Intermédiaire
<i>Acacia senegal</i> Brot	Arauja	-	Asie			x		x		1	1	1	Alerie	29	Elevé
<i>Battirinchia barbinodis</i> (Lag.) Hertel	Barbon	-	Asie			x		x		1	1	1	Emergence	25	Intermédiaire

EVEPOIE de la catégorie Alerté en région PACA	Nom commun	Source	Date d'importation (France ou Europe)	Origine géographique	Eaux courantes ou stagňantes				Prairies humides	Mares, tourbières, tuiles et détritus	Forêts	Dunes cibées et plages de sable	Côtes rocheuses et falaises	Meilleurs agriculteurs	Meilleurs agriculteurs	Région méditerranéenne	Score Weber & Gut	Risque en région PACA	
					0	4	5	6											
<i>Cenchrus longispinus</i> (Hack.) Fenzl	<i>Cenchrus</i>	-	-	Arménie du Nord	x	x			1	Absente	Alerte	24	Intermédiaire						
<i>Centaurea diffusa</i> Lam.	<i>Centaurea</i>	-	-	Europe		x			1	1	Absente	Alerte	26	Intermédiaire					
<i>Cyrtomium falcatum</i> (L.f.) C.Presl	<i>Cyrtomium</i>	Aspidie en faux	-	Asie		x			1		Absente	Alerte	28	Elevé					
<i>Cynatus sinicus</i> (Hill) Reichenb.	<i>Cynatus</i>	Genêt sauvé	-	Arménie du Sud		x		1	1		Alerte	Alerte	23	Intermédiaire					
<i>Datura inoxia</i> Mill.	<i>Datura</i>	Belladone	-	Arménie du Nord		x		1	1	1	Alerte	Alerte	21	Intermédiaire					
<i>Datura wrightii</i> Regel	<i>Datura</i>	Stramoine de Wright	-	Arménie du Nord		x		1	1	1	Absente	Alerte	21	Intermédiaire					
<i>Eleusine indica</i> (L.) Gaertn.	<i>Eleusine</i>	Éleusine des Indes	-	Asie		x		1	1	1	Absente	Alerte	25	Intermédiaire					
<i>Eragrostis virescens</i> C.Presl	<i>Eragrostis</i>	Éragrostide verdissante	-	Arménie du Sud		x	x	1	1	1	Absente	Alerte	23	Intermédiaire					
<i>Engeron floribundus</i> (Kunth) Sch.Bip.	<i>Engeron</i>	Vergenette à fleurs nombreuses	-	Asie		x	x	1	1	1	Absente	Alerte	25	Intermédiaire					
<i>Galinago pectorata</i> Cav.	<i>Galinago</i>	Galimogla à petites fleurs	1794	Fried, 2012	Arménie du Sud	x	x	1	1	1	Alerte	Alerte	24	Intermédiaire					
<i>Galinago quatinquidina</i> Ruiz & Pav.	<i>Galinago</i>	Galimogla cilié	1910	Fried, 2012	Arménie du Sud	x	x	1	1	1	Alerte	Alerte	24	Intermédiaire					
<i>Glycyrrhiza glabra</i> L.	<i>Glycyrrhiza</i>	Réglisse sauvage	-	Bassin méd.		x	x	1	1	1	Absente	Alerte	25	Intermédiaire					
<i>Gymnocarpus fruticosus</i> (L.) R.Br.	<i>Gymnocarpus</i>	Faux cotonnier		Afrique		x			1	1	Absente	Alerte	33	Elevé					
<i>Nassella neesiana</i> (Trin. & Rupr.) Barkworth	<i>Nassella</i>	Spile de Nees	-	Arménie du Sud		x		1	1		Absente	Alerte	26	Intermédiaire					
<i>Nassella tenuissima</i> (Trin.) Barkworth	<i>Nassella</i>	Chêveux d'ange, Spile	-	Arménie		x		1			Absente	Alerte	26	Intermédiaire					
<i>Opuntia imbricata</i> (Haw.) DC.	<i>Opuntia</i>	Oponce arborescente	-	Arménie du Nord		x			1	1	Absente	Alerte	29	Elevé					
<i>Opuntia monacantha</i> (Willd. ex Schlecht.) Haw.	<i>Opuntia</i>	Pricklypear	-	Arménie du Nord		x			1	1	Absente	Alerte	29	Elevé					
<i>Panicum mitaceum</i> L.	<i>Panicum</i>	Panic fauks-millet	-	Asie		x	x		1	1	Absente	Alerte	25	Intermédiaire					
<i>Pennisetum clandestinum</i> C.F. Hochstetter ex E. Chiovenda	<i>Pennisetum</i>	Kikuyu	-	Afrique		x			1		Absente	Alerte	31	Elevé					
<i>Pennisetum villosum</i> R.Br. ex Friesen.	<i>Pennisetum</i>	Penistérum hérissé	-	Afrique		x			1	1	Absente	Alerte	31	Elevé					
<i>Polygonia myrrifolia</i> L.	<i>Polygonia</i>	Polygonale à feuilles de Myrte	-	Afrique		x			1	1	Absente	Alerte	26	Intermédiaire					
<i>Rhus typhina</i> L.	<i>Rhus</i>	Sumac hérissé	1602	Fried, 2012	Arménie du Nord	x	x	1	1	1	Alerte	Alerte	27	Intermédiaire					
<i>Sagittaria latifolia</i> Willd.	<i>Sagittaria</i>	Sagittaire à larges feuilles, Sagittaire oblique	-	Arménie du Nord		x			1	1	Absente	Alerte	33	Elevé					

Nom commun	Source	Origine géographique	Milieux où l'espèce est envahissante dans d'autres territoires		Catégorie(s) ou liste(s)	Score Weber&Gut	Risque en région PACA
			Territoires où l'espèce est envahissante	Méthode de détection			
<i>Akebia quinata</i> Desv.	Liane chocolat	-	Asie	x x	Liste noire (CBNMned)	30	Elevé
<i>Ambrosia trifida</i> L.	Ambroisie trifide	-	Améri. du Nord	x	Nouvelle-Zélande, Brésil et en France (Global Compendium of Weeds)	33	Elevé
<i>Anthropogon virginicus</i> L.	Andropogon de Virginie	2006 (Sud-Ouest de la France)	Fried & Manden-Dalger, 2013	x x x	Hawaï, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon, îles du Pacifique, Californie (Global Compendium of Weeds)	34	Elevé
<i>Anthropogon virginicus</i> L.	Andropogon Virginie	2006 (Sud-Ouest de la France)	Fried & Manden-Dalger, 2013	x x x	Hawaï, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon, îles du Pacifique, Californie	34	Elevé
<i>Cenchrus spinifex</i> Cov.	Cenchrus	1980 (Baromme)	Améri. du Nord	x	Afrique du Sud, Chine, Australie, bassin méditerranéen et Mexique	24	Intermédiaire
<i>Cotula coronopifolia</i> L.	Cotule à feuilles de corail-pouss	-	Afrique	x x x	Corse, Basse-Normandie, Pays-de-la-Loire, Bretagne, Calédonie, Australie (Global Compendium of Weeds)	30	Elevé
<i>Crassula helmsii</i> (Kirk) Cockayne	Crassule de Helm	1911 (Angleterre)	FCBN, 2010	x	Ain, Pays-de-la-Loire, Angleterre, Allemagne, Etats-Unis, Canada (Global Compendium of Weeds)	34	Elevé
<i>Cuscuta australis</i> R. Br. (syn. <i>Cuscuta scandens</i> Broc. subsp. <i>ascendens</i>)	Cuscutte du Bident	-	Europe	x x	Pays-de-la-Loire, Jawa, Nouvelle-Guinée, Chine, Corée, Hollande (Global Compendium of Weeds)	21	Intermédiaire
<i>Humulus / leponicus</i> Schleid & Zucc.	Hublion du Japon	1881	Fried & Manden-Dalger, 2013	Asie	Naturalisée dans quelques stations dans le Gard, Corée, États-Unis, canada (Global Compendium of Weeds)	26	Elevé
<i>Hydrocotyle ranunculoides</i> L.f., renonciacée	Hydrocotyle	1987	FCBN, 2010	Améri. du Nord	Pays-de-la-Loire, Bretagne, Picardie, Australie (Global Compendium of Weeds)	33	Elevé
<i>Impatiens capensis</i> Meerb.	Balsamine du Cap	-	Améri. du Nord	x	Centre, Picardie, Haute-Normandie, Nord-Pas-de-Calais	27	Intermédiaire

Nom commun	Source	Origine géographique	Milieux où l'espèce est envahissante dans d'autres territoires		Territoires où l'espèce est envahissante	Catégorie(s) ou liste(s)	Score Weber&Gut	Risque en région PACA	
			Date d'introduction (France ou Europe)	Milieux anthropiques					
<i>Lupinus polyphyllus</i> Lindl.	Lupin à folioles nombreuses	-	Afrique du Nord	x	Suisse, Pologne, Hongrie, Australie (Global Compendium of Weeds)	Liste grise (CBNMed) et Watch List (Suisse)	32	Élevé	
<i>Lysichiton americanus</i> Hull & H. St John	Lysichite jaune	-	Afrique du Nord	x	Envahissant en Suisse, Allemagne et Irlande (Global Compendium of Weeds)	Liste noire (Suisse), Liste OEPF des plantes invasives.	32	Élevé	
<i>Myriophyllum heterophyllum</i> Michx. (Haloragaceae)	Myriophylle hétérophylle	2011	Labrador, 2013	x	Angleterre, Canada, Idaho (Etats-Unis)	Envahissant en Angleterre, Canada, Idaho (Global Compendium of Weeds), Envahissant sur un étang privé en Haute-Vienne.	31	Élevé	
<i>Oenothera rosea</i> DC.	Oponce	2006	irrméd	Afrique du Sud	En région Languedoc-Roussillon (Cévennes), Espagne, Afrique du sud (Désert, Global Compendium of Weeds)	Liste grise (CBNMed)	28	Élevé	
<i>Pennisetum setosum</i> (Forssk.) Chiov.	Herbe fontaine	-	Afrique	x	Nouvelle-Zélande, îles Canaries, Afrique du Sud, Californie (Global Compendium of Weeds)	Liste noire (CBNMed) et ARP réalisée par le Ministère de l'Agriculture et de la pêche et CIRAD	33	Élevé	
<i>Pestertia polycephala</i> (C.F.W. Miers) H. Gross	Rensouée à épis nombreux	-	Asie	x	Suisse, Etats-Unis, Nouvelle-Zélande (Global Compendium of Weeds)	Liste noire (Suisse)	35	Élevé	
<i>Prunus serrulata</i> Ehrh.	Cerisier tardif	-	Afrique du Nord	x	Australie, Afrique du Sud (Global Compendium of Weeds)	Liste noire (Suisse)	29	Élevé	
<i>Pueraria lobata</i> (Willd.) Ohwi	Kudzu	-	Asie	x	Suisse, Afrique du Sud, Angleterre, Nouvelle-Zélande, Canada (Global Compendium of Weeds)	Liste noire (Suisse)	28	Élevé	
<i>Rhododendron ponticum</i> L.	Rhododendron ponique	Fin XVII	Weber, 2013	Europe	Angleterre, Picardie, Bretagne, Nouvelle-Zélande (Global Compendium of Weeds)	Liste grise (CBNMed), Envahissant avérée (Bretagne, Picardie), émergence (Centre)	30	Élevé	
<i>Rosa rugosa</i> Thunb.	Rosier nain	Fin XVIII	CBN de Baileul	Afrique	x	Picardie, Etats-Unis, Canada (Global Compendium of Weeds)	Envahissant avérée (Picardie)	34	Élevé
<i>Rubus armeniacus</i> Focke	Ronce d'Arménie	-	Europe	x	Europe (Caucase), Etats-Unis, îles du Pacifique (Global Compendium of Weeds)	Envahissant avérée (Etats-Unis)	30	Élevé	
<i>Rubus fruticosus</i> L.	Rubis brûlé	XVII	Weder, 2013	Afrique du Nord	x	Voies, Suisse, Angleterre (Global Compendium of Weeds)	Liste OEPF	36	Élevé
<i>Saccharum spontaneum</i> L.	Canne à sucre fourragère	-	Asie	x	x	Envahissant dans l'Aude, Floride, Hawaï, Pays-Bas (Global Compendium of Weeds)	36	Élevé	
<i>Salvinia molesta</i> D. S. Mitchell	Fougère d'eau	2010 (Corse)	Fried & Manden-Daiger, 2013	Afrique du Sud		Iles Pacifiques, Nouvelle-Zélande, Australie, Sri Lanka (Global Compendium of Weeds), Envahissant en Corse (2010), découverte dans l'Hérault (2013).	36	Élevé	

EV/EoE de la catégorie Prévention en région PACA	Nom commun	Source	Origine géographique	Date d'introduction (France ou Europe)	Milieux où l'espèce est envahissante dans d'autres territoires		Territoires où l'espèce est envahissante	Catégorie(s) ou liste(s)	Score Weber & Gut	Risque en région PACA
					Dunes cotoierées et plages de sable	Forêts				
<i>Solanum elaeagnifolium</i> Cav.	Morelle à feuilles de chêne	-	Amitié. du Nord		x	x	Envahissante en LangUEDOC-Roussillon. Eradiquée en région PACA (Bouches-du-Rhône).	Lata noire (CBNMed)	31	Élevé
<i>Spartina alterniflora</i> Loisel.	Spartine à feuilles alternes	1870 (Grandidier-Bretagne) (Eno et al. 1997)	Amitié. du Nord	x	x	x	Bretagne, Nouvelle-Zélande, Californie, Chine, Australie	Envahissante avérée en Bretagne. Envahissante en Nouvelle-Zélande, Californie, Chine, Australie (Global Compendium of Weeds).	36	Élevé
<i>Spartina anglica</i> C. E. Hubb.	Spartine anglaise	1892 (Gray et al. 1891)	Europe	x	x	x	Picardie, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Allemagne	Envahissante avérée en Picardie, Envahissante en Belgique, danemark et Allemagne (très présente),	29	Élevé
<i>Spiraea douglasii</i> Hook.	Spirée de Douglas	-	Amitié. Du Nord	x	x	x	Envahissante émergente en région Centre, envahissante en Suisse et Grande-Bretagne (Global Compendium of Weeds).	Envahissante émergente en région Centre, envahissante en Suisse	35	Élevé
<i>Sympachnium lanceolatum</i> (Wend.) G. L. Nasom	Aster à feuilles lancolées	-	Amitié. Du Nord	x	x	x	Belgique, France	Envahissante en France (Muller et al., 2004a). Envahissante en Belgique, elle est introduite en Région wallonne depuis le 1er janvier 2013.	38	Élevé

Annexe 11. Règles de construction parasismique

- En application du Porter à Connaissance de l'aléa sismique transmis par le Préfet le 28/07/2011, le département du Var est situé entre les zones sismiques du couloir rhodanien et la faille dite de Nice. La sismicité historique s'inscrit dans des intensités comprises entre les degrés IV et VIII de L'échelle MSK. La commune est classée en zone de **sismicité** par le décret du 22 octobre 2010 définissant les zones de sismicité du Var. De nouvelles règles de classification et de construction parasismique sont définies au code de l'environnement. Les bâtiments sont classés suivant 4 catégories d'importance différentes :
 - catégorie I : bâtiments dont la défaillance ne présente qu'un risque minime pour les personnes ou l'activité économique ;
 - catégorie II : bâtiments dont la défaillance présente un risque moyen pour les personnes ;
 - catégorie III : bâtiments dont la défaillance présente un risque élevé pour les personnes ou en raison de l'importance socio-économique de ceux-ci ;
 - catégorie IV : bâtiments dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, la défense ou le maintien de l'ordre.

Catégorie	Description :
I	Bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée.
II	Habitations individuelles Établissements recevant du public (ERP) de catégories 4 et 5 Habitations collectives de hauteur inférieure à 28 mètres. Bureaux ou établissements commerciaux non ERP de hauteur inférieure ou égale à 28 mètres et pouvant accueillir 300 personnes maximum Bâtiments industriels pouvant accueillir au plus 300 personnes Parcs de stationnement ouverts au public
III	ERP de catégories 1, 2 et 3 Habitations collectives et bureaux de hauteur supérieure à 28 mètres Bâtiments pouvant accueillir plus de 300 personnes Établissements sanitaires et sociaux Centres de production collective d'énergie Établissements scolaires
IV	Bâtiments indispensables à la sécurité civile, la défense nationale et le maintien de l'ordre public. Bâtiments assurant le maintien des communications, la production et le stockage d'eau potable, la distribution publique de l'énergie. Bâtiments assurant le contrôle de la sécurité aérienne. Établissements de santé nécessaires à la gestion de crise. Centres météorologiques.

- **Remarques** : Pour les structures neuves abritant des fonctions relevant de catégories d'importance différentes, la catégorie de bâtiment la plus contraignante est retenue. Pour l'application de la réglementation sur les bâtiments existants, la catégorie de la structure à prendre en compte est celle résultant du classement après travaux ou changement de destination du bâtiment.
- **Application de l'Eurocode 8** : La conception des structures selon l'Eurocode 8 repose sur des principes conformes aux codes parasismiques internationaux les plus récents. La sécurité des personnes est l'objectif du dimensionnement parasismique mais également la limitation des dommages causés par un séisme. Certains bâtiments essentiels pour la gestion de crise doivent rester opérationnels. Les exigences sur le bâti neuf dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment et de la zone de sismicité.

Zone de sismicité :	Catégorie :				
	I	II	III	IV	
Zone 1 Aléa très faible	Aucune exigence	Aucune exigence	Aucune exigence	Aucune exigence	Aucune exigence
Pontevès ⇒	Zone 2 Aléa faible	Aucune exigence	Aucune exigence	Eurocode 8 $a_{gr} = 0,7 \text{ m/s}^2$	Eurocode 8 $a_{gr} = 0,7 \text{ m/s}^2$
	Zone 3 Aléa modéré	Aucune exigence	Eurocode 8 $a_{gr} = 1,1 \text{ m/s}^2$	Eurocode 8 $a_{gr} = 1,1 \text{ m/s}^2$	Eurocode 8 $a_{gr} = 1,1 \text{ m/s}^2$
	Zone 4 Aléa moyen	Aucune exigence	Eurocode 8 $a_{gr} = 1,6 \text{ m/s}^2$	Eurocode 8 $a_{gr} = 1,6 \text{ m/s}^2$	Eurocode 8 $a_{gr} = 1,6 \text{ m/s}^2$

- Ces dispositions s'appliquent : aux équipements, installations et bâtiments nouveaux ; aux additions aux bâtiments existants par juxtaposition, surélévation ou création de surfaces nouvelles ; aux modifications importantes des structures des bâtiments existants.
- Pour les bâtiments existants, la nouvelle réglementation n'impose pas de renforcement. Toutefois, pour améliorer le comportement du bâtiment aux séismes, il est possible de réaliser un renforcement volontaire en s'appuyant sur l'Eurocode 8. Mais des règles existent pour les bâtiments existants de catégories III et IV en cas de remplacement ou d'ajout d'éléments non structuraux et pour les bâtiments de catégorie IV en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la surface de plancher initiale de plus de 30 % ou supprimant plus de 30 % d'un plancher.
- Les établissements scolaires simples en zone 2 sont systématiquement classés en catégorie III. Cependant, pour faciliter le dimensionnement des bâtiments scolaires simples, les règles forfaitaires simplifiées PS-MI peuvent être utilisées en zone 2 sous réserve du respect des conditions d'application de celles-ci, notamment en termes de géométrie du bâtiment et de consistance de sol.
- Règles forfaitaires simplifiées : Le maître d'ouvrage a la possibilité de recourir à des règles simplifiées (qui dispensent de l'application de l'Eurocode 8) pour la construction de bâtiments simples ne nécessitant pas de calculs de structures approfondis. Le niveau d'exigence de comportement face à la sollicitation sismique est atteint par l'application de dispositions forfaitaires tant en phase de conception que d'exécution du bâtiment. Les règles PS-MI «Construction parasismique des maisons individuelles et bâtiments assimilés» sont applicables aux bâtiments neufs de catégorie II répondant à un certain nombre de critères, notamment géométriques, dans les zones de sismicité 3 et 4.

Annexe 12. Doctrine MISEN



PRÉFET DU VAR



MISSION INTER-SERVICES DE L'EAU ET DE LA NATURE

Application de l'article L. 214-1 du Titre II du Livre II du
Code de l'environnement

Référence 2.I.5.0 :

Objet d'un ou plusieurs dossiers de demande d'autorisation en cours ou en cours de dépôt
en sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet,
augmentée de la surface correspondante à la partie du bassin
naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet dont la
superficie est supérieure à 1 ha

Règles générales à prendre en compte
dans la conception et la mise en œuvre des réseaux et ouvrages
pour le département du Var

Janvier 2014

Adresse postale : Préfecture du Var - DDTM - Boulevard du 112ème Régiment d'Infanterie CS 31209 - 83070 TOULON CEDEX
Accès au public DDTM : 244 avenue de l'Infanterie de Marine à Toulon
Téléphone 04 94 46 33 83 - Fax 04 94 46 32 50 - Courriel ddtm@var.gouv.fr
www.var.gouv.fr

Préambule

Le principe des techniques compensatoires a pour objectif de rendre l'urbanisation sans effet vis-à-vis des phénomènes pluvieux. Le dossier loi sur l'eau doit évaluer l'incidence du projet sur l'eau et les milieux aquatiques en respect de l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Le pétitionnaire est responsable et tenu de respecter les valeurs et engagements annoncés dans le dossier de demande (calculs, dimensionnement, mesures compensatoires...). L'obtention de l'autorisation ou de l'accord sur la déclaration constitue un préalable à tout commencement des travaux.

A tout moment, les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès au chantier et aux ouvrages après leur réalisation et pourront effectuer des contrôles.

Réglementation et implantation

La rubrique 2.1.5.0 de l'article R.214-1 du code de l'environnement concerne les rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :

- supérieure ou égale à 20 ha : il s'agira d'une procédure d'autorisation ;
- supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : il s'agira d'une procédure de déclaration.

D'une façon générale, l'implantation des réseaux et ouvrages doit prendre en compte les spécificités environnementales locales, à savoir :

- éviter les zones d'intérêt écologique, floristique et faunistique existantes dans le milieu terrestre comme aquatique (préservation des écosystèmes aquatiques),
- ne pas engendrer de dégradation de la qualité des eaux superficielles et souterraines (objectif de protection des eaux) et satisfaire aux exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable,
- ne pas perturber l'écoulement naturel des eaux susceptible d'aggraver le risque d'inondation à l'aval comme à l'amont.

Pour les projets situés dans ou à proximité des sites Natura 2000, si le rejet des eaux pluviales est susceptible d'avoir un impact sur une zone Natura 2000, le dossier comportera une évaluation des incidences sur les espèces et habitats concernés dont le degré de précision sera adapté à l'incidence du projet sur la zone Natura 2000.

Les autres compatibilités qui sont à vérifier concernent notamment les :

- objectifs environnementaux fixés par la DCE,
- les SDAGE et/ou SAGE,
- les arrêtés de protection des captages d'eau destinés à la consommation humaine,
- les réserves naturelles,
- les arrêtés de protection de biotopes,
- la directive habitat,
- les zonages relatifs aux eaux pluviales établis conformément à l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales,
- les Plans de Prévention des Risques,
- les Plans Locaux d'Urbanisme et les Schémas de Cohérence Territoriale.

L'incompatibilité avec l'un de ces documents est un motif de rejet de la demande (opposition à déclaration).

Les ouvrages prévus dans le cadre du projet seront implantés, réalisés et exploités conformément aux plans et données techniques figurant dans le dossier et aux compléments apportés à l'issue de la procédure d'instruction.

Aspect quantitatif

Dimensionnement du réseau interne de collecte des eaux pluviales :

- ▲ En l'absence de spécifications locales particulières, le niveau de performances à atteindre correspond au minimum à la norme NF EN 752.2 relative aux réseaux d'évacuation et d'assainissement à l'extérieur des bâtiments (performance à atteindre en terme de fréquence d'inondation).
- ▲ Les eaux de ruissellement seront collectées par un réseau gravitaire de canalisations et/ou de nœuds permettant le transit sans mise en charge ni débordement d'un débit correspondant à un événement pluvieux de période de retour d'au moins 10 ans.

Fréquence de mise en charge (mise sous pression sans débordement de surface)	Lieu	Fréquence d'inondation Débordement des eaux collectées en surface, ou impossibilité pour celles-ci de pénétrer dans le réseau
1 par an	Zones rurales	1 tous les 10 ans
1 tous les 2 ans	Zones résidentielles	1 tous les 20 ans
1 tous les 2 ans 1 tous les 5 ans	Centres villes / Zones industrielles ou commerciales	1 tous les 30 ans
	- si risque d'inondation vérifié - si risque d'inondation non vérifié	
1 tous les 10 ans	Passages souterrains routiers ou ferrés	1 tous les 50 ans

- ▲ Si des spécifications locales particulières sont à atteindre en terme de performance, et identifiées par un plan Local d'Urbanisme, un Plan de Prévention des Risques ou une étude hydraulique spécifique, la Fréquence d'inondation/débordement prise en compte sera alors la période de retour préconisée dans ces documents.
- ▲ **Quel que soit le cas : la section retenue pour les ouvrages sera cohérente avec les sections amont et aval, afin d'assurer une continuité hydraulique. Notamment le réseau en aval ne doit pas être saturé avant le réseau en amont de l'opération.**
- ▲ Le réseau de collecte doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de manière à éviter les fuites, les entrées d'eaux parasites et les apports d'eaux usées, notamment dans les zones présentant une forte sensibilité vis-à-vis des ressources en eau souterraines et dans les zones à forte pente ou pour lesquelles la stabilité des talus de remblais ou de déblais l'exigerait.

- ▲ Toute aggravation des débits de pointe, y compris celle générée par les canalisations, sera compensée.
- ▲ De façon générale, les réseaux dans le sens de la plus forte pente sont à éviter. En cas de pente trop forte des terrains et notamment sur des sols sensibles aux phénomènes d'érosion, des aménagements complémentaires de ralentissement de la vitesse de l'eau devront être mis en œuvre.
- ▲ Les écoulements de surface, après saturation des réseaux de collecte et pour des événements pluvieux exceptionnels (événement historique connu ou d'occurrence centennale si supérieur), seront dirigés de manière à ne pas mettre en péril la sécurité des biens et des personnes.

↳ Compensation à l'imperméabilisation des sols, rejet et écrêtement des débits

- ▲ La surface imperméabilisée à compenser sera prise égale à la surface d'emprise maximale au sol des constructions imposée dans le règlement du lotissement ou dans la PAZ (pour les documents d'urbanisme couverts par une ZAC) augmentée de la surface des équipements internes aux lots (voies internes, terrasses, piscines, etc...) et des équipements collectifs (voies, trottoirs, parkings, giratoires, etc). La surface minimale imperméabilisée forfaitaire par lot pour une construction individuelle sera de 200 m².
- ▲ Avant rejet dans les eaux superficielles, toutes les eaux de ruissellement en provenance des secteurs imperméabilisés transiteront par des dispositifs de rétention conçus selon les critères suivants : (*à l'exception des rejets directs en mer pour lesquels les critères seront fixés au cas par cas par les services de police de l'eau compétents*).

• **Calcul de la compensation des surfaces imperméabilisées**

Les volumes de compensation à l'imperméabilisation à prévoir sont calculés par les trois méthodes suivantes et on retient la valeur la plus contraignante (le dossier doit présenter le calcul pour toutes les méthodes) :

- volume de rétention d'au minimum 100 L/m² imperméabilisé, augmenté de la capacité naturelle de rétention liée à la topographie du site assiette du projet (cuvette), si elle est supprimée,
- préconisations du PLU ou du POS si ces dernières sont plus contraignantes,
- méthode de calcul des débits de pointe avant et après aménagement pour une pluie d'occurrence centennale avec utilisation de la méthode de transformation pluie/débit dite du « réservoir linéaire » pour une durée de pluie de 120 mm.

Dans le cas particulier d'enjeux identifiés par l'étude hydraulique, tels l'insuffisance des exutoires à l'aval de l'opération, l'aménagement ne doit entraîner une augmentation ni de la fréquence ni de l'ampleur des débordements au droit des enjeux identifiés. Les volumes de rétention doivent alors être déterminés en fonction de la fréquence admissible pour le débordement des exutoires à l'aval de l'opération.

• Rejets à prendre en compte

Les ouvrages de rétention seront équipés en sortie d'un dispositif permettant d'assurer, avant la surverse par les déversoirs, un rejet ayant un débit de fuite maximum de :

- débit biennal avant aménagement en cas d'exutoire identifié (cours d'eau, thalweg ou fossé récepteur)
- 15 L/s/hectare de surface imperméabilisée en cas d'absence d'exutoire clairement identifié, avec un diamètre minimum de l'orifice de fuite de 60 mm.
- pour les volumes complémentaires retenus, fonctions de la capacité des exutoires et des contraintes imposées propres à chaque opération.

En cas de rejet canalisé avec un orifice de fuite, la fiabilité de l'ouvrage de fuite sera démontrée vis-à-vis du risque de colmatage par les MES ou d'obstruction par les feuilles mortes et autres débris.

Le pétitionnaire s'assurera d'obtenir l'autorisation de rejet sur le fonds inférieur.

Le débit de fuite doit être compatible avec les contraintes pratiques de gestion du dispositif impliquant une durée de vidange respectable pour que le système de rétention puisse être fonctionnel lors d'événements pluvieux successifs, et cela pour des raisons de sécurité et de salubrité.

La durée de vidange n'excédera pas 24 heures pour les ouvrages aériens.

Le point de rejet sera aménagé de façon à ne pas faire de saillie dans le lit du cours d'eau, thalweg ou fossé récepteur.

• Surverse de l'ouvrage de rétention à prévoir

La surverse de l'ouvrage de rétention sera calibrée et dimensionnée pour permettre le transit du débit généré par un événement exceptionnel (cinq-centennal) sans surverse sur la crête. Celle-ci sera munie de protections et d'un dispositif dissipateur d'énergie à l'aval du déversoir afin d'éviter tout phénomène d'érosion.

• Présentation des dispositifs retenus

La conception des ouvrages sera étudiée afin que l'entretien soit facilité et que tout dysfonctionnement soit rapidement détectable.

Afin de permettre une meilleure lisibilité du dossier, les filières retenues seront présentées par un **synoptique des ouvrages, en plan et en coupe**, mentionnant les grandeurs caractéristiques des ouvrages. Pour les ouvrages « en série », un profil hydraulique permettra de valider l'altimétrie du projet.

Un plan de masse du projet sera réalisé avec la localisation de ouvrages de compensation ainsi que les sens d'écoulements et le réseau pluvial, notamment le trajet prévisible des écoulements en cas d'événements

• Type de rétention autorisé

Tout type de rétention visitable, éprouvé et pérenne dans le temps répondant aux exigences de fonctionnement ci-dessus définies, est autorisé.

Bien qu'intéressants dans une approche de développement durable, les procédés de rétention de type toitures terrasses et vides sanitaires ne sont pas pris en compte dans le calcul du volume total stocké, car non visitables. Il en est de même pour les revêtements poreux qui ne seront pas pris en compte dans le calcul des surfaces perméables.

Conformément au décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007, l'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que tout ouvrage hydraulique d'une hauteur supérieure à 2 mètres prise entre le seuil du déversoir et le terrain naturel sera considéré comme un barrage, et classé à ce titre.

En cas de projet d'ouvrages d'infiltration d'eaux pluviales, l'analyse de la faisabilité de l'infiltration des eaux pluviales doit s'appuyer sur les caractéristiques de l'environnement géologique et hydrogéologique, mais également sur l'évaluation des incidences hydrologiques du projet d'aménagement. Cela nécessite de prendre en compte l'importance et la nature des surfaces drainées, croisées avec les surfaces mobilisables pour l'infiltration, les données pluviométriques, les niveaux de services visés pour les pluies faibles, moyennes, etc. Cette analyse requiert des compétences en hydrologie urbaine. Elle relève d'un prestataire spécialisé.

L'attention du pétitionnaire est appelée sur le fait que tout projet avec infiltration des eaux pluviales sera systématiquement soumis à l'avis de l'agence régionale de santé. En cas d'enjeux liés à des ressources en eau souterraines vulnérables, l'avis d'un hydrogéologue agréé peut être exigé aux frais du pétitionnaire.

* Localisation de la rétention

En règle générale, la compensation sera prévue de façon collective à l'aval hydraulique de l'opération.

La compensation à la parcelle ne sera acceptée que pour des lots à usage industriel ou commercial supérieurs à 3000 m².

Dans ce cas, le pétitionnaire a l'obligation de mettre tous les moyens nécessaires à la parfaite information des futurs acquéreurs sur l'ensemble des contraintes administratives, réglementaires, techniques et juridiques liées à la spécificité du lieu de l'opération. Les futurs acquéreurs éventuels recevront cette information du pétitionnaire dès leurs premières demandes de renseignements.

Libre écoulement des crues

En bordure des axes d'écoulement (cours d'eau, fossés, talwegs), les règles de construction imposées par la réglementation de l'urbanisme seront respectées (recul des constructions, transparence hydraulique des clôtures, vides sanitaires,...).

En l'absence de prescriptions spécifiques imposées par les documents d'urbanisme, un franc bord de 5 mètres non constructible sera instauré à minima en bordure des axes d'écoulement, sur lequel il ne sera réalisé ni remblai, ni clôture, ni construction en dur.

Pour les cours d'eau dont le bassin versant au point de rejet du projet est supérieur à 1 km², une modélisation des écoulements en crue avant et après aménagement sera menée pour vérifier l'impact des ouvrages au droit du projet et à son aval.

Les ripisylves devront être conservées (bandes de terrain arborées situées sur les berges).

↳ Sécurité publique

Si ces ouvrages présentent un danger pour les personnes, ils seront équipés de dispositifs de sécurité conformes à la réglementation en vigueur et aux prescriptions qui pourront être imposées au titre de l'article L.332-15 du code de l'urbanisme.

Afin de prévenir tout risque d'accident et d'assurer la sécurité des riverains, les ouvrages devront s'intégrer au mieux à la topographie sur laquelle se situe le projet (intégration paysagère) en permettant notamment une accessibilité et évacuation rapide. Si la pente des ouvrages est trop forte ou si l'ouvrage a une profondeur trop importante (pente à 1/1 et/ou profondeur supérieure à 2 mètres), des dispositifs de protection, d'information ou d'interdiction seront mis en place (clôtures transparentes aux écoulements, panneaux, etc.). En cas de pose d'une clôture autour d'un bassin, celle-ci doit s'accompagner de la mise en place d'un portail permettant l'accès.

Des prescriptions techniques supplémentaires pourront être imposées par le service en charge de la police de l'eau, en particulier si laval du projet est particulièrement sensible à l'inondation.

Les aménagements seront pensés de manière à prévoir le trajet des eaux de ruissellement et préserver la sécurité des biens et des personnes en cas d'événements pluvieux exceptionnels : orientation et cote des voies, transparence des clôtures, dimensionnement des passages busés, vides sanitaires...

↳ Compléments concernant le dimensionnement

- **Temps de concentration**

Les incertitudes des différentes méthodes de calculs du temps de concentration doivent inciter à réaliser plusieurs calculs, à les présenter dans le dossier, et à les coupler à des observations de terrain. Longueur hydraulique, pentes, temps et vitesses d'écoulement seront indiqués.

- **Intensité de la pluie**

La station Météo France de référence ainsi que les coefficients de Montana utilisés seront précisés. Il convient de se référer à une station proche où les relevés ont été réalisés sur au moins 30 ans.

- **Coefficient de ruissellement**

Les coefficients de ruissellement servant au dimensionnement seront déterminés pour :

- l'occupation actuelle du sol
- l'occupation projetée en prenant en compte une pluie de retour biennal ainsi qu'une pluie exceptionnelle (événement historique connu ou d'occurrence centennale si supérieur)

Tableau des coefficients de ruissellement à retenir

Occupation du sol		Pluie annuelle-biennale Q1 - Q2	Pluie centennale à exceptionnelle (sol saturé en eau) Q100 - Qrare - Qexcep
Zones urbaines		0,80	0,90
Zones industrielles et commerciales		0,60 - 0,80	0,70 - 0,90
Toitures		0,90	1
Pavages, chaussée revêtue, piste		0,85	0,95
Sols perméables avec végétation	Pente		
	<2%	0,05	0,25
	2% <i<7%	0,10	0,30
	>7%	0,15	0,40
Sols imperméables avec végétation	Pente		
	<2%	0,13	0,35
	2% <i<7%	0,18	0,45
	>7%	0,25	0,55
Forêts		0,10	0,25
Résidentiel	lotissements	0,30 - 0,50	0,40 - 0,70
	collectifs	0,50 - 0,75	0,60 - 0,85
	habitat dispersé	0,25 - 0,40	0,40 - 0,65
Terrains de sport		0,10	0,30

- **Calcul des débits de pointe**

Plusieurs méthodes de calcul pourront être employées pour le calcul des débits de pointe. Les limites de validité propres à chaque méthode seront respectées.

Débit de pointe avant aménagement

Le pétitionnaire procédera au calcul des débits initiaux avant aménagement pour différentes occurrences au niveau du ou des points de rejet prévus pour l'évacuation des eaux pluviales.

Deux méthodes sont préconisées pour le calcul de débit :

- méthode rationnelle pour les débits à période de retour 2 à 100 ans (Q_2 à Q_{100} ou Q_{rare}) lorsque la superficie du bassin versant intercepté est inférieure à 1 km²,
- méthode de Bressand-Golossof pour les débits à période de retour 100 ans (Q_{100} ou Q_{rare}) lorsque la superficie du bassin versant intercepté est supérieure à 1 km² et pour les débits exceptionnels, supérieurs à une occurrence de 100 ans (Q_{excep}).

Le calcul d'un débit Q_{excep} sera réalisé dès lors que :

- la superficie du bassin versant intercepté est supérieure à 1 km²,
- et la situation de la surverse s'effectue en amont d'une zone d'habitation proche ou dans une situation jugée à risque par le service de la police de l'eau.

Débit de pointe à l'état final

Le pétitionnaire établira les débits de pointe Q_{100} (ou Q_{excep}) après projet, sans compensation et avec compensation.

Un tableau récapitulatif sera réalisé, faisant apparaître les débits prévus avant aménagement et après aménagement, avec et sans mesures compensatoires.

* Volumes de rétention des eaux pluviales

Tous les calculs correspondant à la pluie de projet et aux débits (initial et après aménagement) seront détaillés.

Deux hydrogrammes sont générés pour chaque bassin versant avec une pluie de projet centennale.

La méthode de transformation pluie-débit utilisée sera la méthode dite du « réservoir linéaire ».

Hydrogramme en entrée de rétention / sortie de bassin versant

L'équation utilisée pour générer l'hydrogramme en sortie de bassin versant est la suivante :

$$Q_s(t) = e^{-\frac{dt}{K}} \times Q_s(t-1) + (1 - e^{-\frac{dt}{K}}) \times Q_e(t)$$

Avec : dt le pas de temps de calcul
 $Q_s(t)$ le débit en sortie de bassin à l'instant t
 $Q_e(t)$ le débit généré par la pluie de projet sur la surface du bassin en tenant compte d'un coefficient d'imperméabilisation
 K le coefficient « lag time » correspondant à l'écart entre les centres de gravité du hyéogramme et de l'hydrogramme calculé par la méthode de Desbordes

La durée de pluie sera choisie égale à 120 mn car cette durée est sécuritaire pour le calcul des hydrogrammes.

A cet hydrogramme sera soustrait l'hydrogramme de fuite du bassin de rétention défini comme suit.

Hydrogramme en sortie de rétention

Les hydrogrammes de fuite des bassins de rétention seront calculés sur le principe du réservoir linéaire avec une loi de vidange correspondant à un orifice dimensionné à partir du débit de fuite fixé.

Aspect qualitatif

Qualité du rejet

La qualité du rejet des eaux pluviales à l'aval de l'opération devra être compatible avec la préservation de la qualité des milieux et des espèces aquatiques et de la ressource en eau susceptible d'être utilisée pour l'alimentation en eau potable des populations.

La performance du traitement qualitatif sera donc fonction du risque engendré par le projet et de la sensibilité du milieu récepteur (eaux superficielles et souterraines).

Après appréciation de la capacité d'abattement de la charge polluante des dispositifs de rétention mis en place pour le traitement quantitatif, des dispositifs complémentaires devront être proposés, si nécessaire, pour compléter cet abattement, selon :

- le type d'activité qui sera développé sur le site,
- les paramètres qualitatifs du milieu récepteur,
- les prescriptions particulières qui pourront être imposées.

Une attention particulière sera portée sur le traitement qualitatif des eaux pluviales avant rejet :

- lorsque l'activité de la zone concernée est industrielle et/ou commerciale ;
- dans les autres cas, lorsque le nombre de places de parking est supérieur à 15 ;
- lorsque celui-ci se situe dans le périmètre de protection d'un captage destiné à l'alimentation en eau potable.

Sauf prescription particulière, les séparateurs/décanteurs seront dimensionnés pour traiter les eaux de ruissellement lors d'événements pluvieux d'occurrence 2 ans.

Protection des eaux superficielles

• Pollution chronique

La lutte contre la pollution chronique consiste à retenir les matières en suspension, soit par décantation seule, soit par décantation et filtration.

Un dispositif permettant la rétention des flottants combinant un dégrillage et un regard siphonique sera systématiquement mis en place avant rejet au milieu naturel.

• Pollutions accidentielles

Une rétention fixe, étanche et obturable d'un volume de 30 m³ minimum, destinée à recueillir une pollution accidentelle par temps sec, sera mise en place en tête de la rétention lorsque l'activité de la zone concernée est industrielle et/ou commerciale et/ou susceptible d'accueillir des véhicules transportant des substances polluantes. Ce dispositif doit permettre en outre de confiner les éventuelles eaux d'extinction d'incendie susceptibles elles aussi d'être polluées.

En cas de pollution accidentelle, le pétitionnaire en avertira sans délai la Préfecture, le service chargé de la police de l'eau et la brigade départementale de l'ONEMA (Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques).

↳ Protection des eaux souterraines et captages

Les projets implantés au droit des masses d'eaux souterraines vulnérables identifiées dans le SDAGE doivent impérativement disposer d'une étanchéité totale ne permettant aucun transfert de pollution.

Si le projet se situe dans le périmètre de protection d'un captage d'eau potable, il devra respecter les prescriptions d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique. Le rapport de l'hydrogéologue sera annexé à la déclaration ou à la demande d'autorisation.

Entretien

L'ensemble du dispositif de collecte et de traitement des eaux pluviales doit faire l'objet d'un entretien régulier afin d'en garantir un fonctionnement optimal.

L'aménageur doit s'assurer que toutes les installations prévues pour la gestion du ruissellement pluvial conserveront leur capacité de stockage et le fonctionnement hydraulique calculé lors de la phase de conception.

Dans le dossier seront précisées **la fréquence d'entretien et la filière d'élimination des déchets issus de cet entretien, en particulier pour les dispositifs de type débourbeurs/deshuileurs et les fosses de décantation.**